UNHCR
The UN Refugee Agency

MAI 2025

PERSPECTIVES SOCIO-ANTHROPOLOGIQUES SUR LE DEPLACEMENT FORCE ET L'AUTO-SUFFISSANCE

Une Analyse Qualitative des Réfugiés Burkinabè et de leurs Communautés Hôtes dans la Région des Savanes au Togo

Groupe de Discussion de femme a Oti Sud Togo Sep 2024

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à l'ensemble des personnes qui ont apporté leur expertise, leur engagement et leur temps précieux à la réussite de cette étude.

Nos remerciements vont tout particulièrement à **Gabriel Mokate Ashu- Arrey**, **Xavier Beogo**, **Gina Kosmidou Bradley**, **Louis Falcy, Ahmadou Hamady Dicko**, **Jonathan Kampunzu**, **Axel Clyde Boukono**, **Bagnoki-Ariane Aouissa**, **Boutchindam Boundja** et **Firmin Coker**, dont les contributions ont été déterminantes à différentes étapes du processus, de la conception méthodologique à la collecte de données, en passant par l'**analyse des résultats** et la **rédaction du rapport final**.

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

11. Perspectives Socio-Anthropologiques sur le Déplacement Forcé et l'Autonomie

111. Objectifs, buts et méthodologie de l'étude

Cette revue qualitative explore les dynamiques de déplacement forcé vécues par les réfugiés B

urkinabé dans la région de la Savane au Togo et leurs interactions avec les communautés d'accueil, en mettant l'accent sur l'indice d'autonomie. L'étude avait pour objectif de tirer des enseignements des discussions de groupes sur les normes culturelles, les croyances, les pratiques et les attitudes susceptibles d'influencer les moyens de subsistance et l'autonomie des réfugiés et des communautés hôtes au Togo. Cette étude socio-anthropologique explore en profondeur les dynamiques culturelles, sociales et économiques des réfugiés burkinabè et de leurs communautés d'accueil au Togo, à la lumière des déplacements forcés. Elle s'intéresse aux structures familiales, aux relations de parenté et à l'ethnicité, tout en examinant les traditions, croyances et pratiques qui façonnent l'identité collective des populations concernées. L'impact des déplacements sur la dynamique familiale, l'identité sociale, les structures communautaires et les modes de subsistance est analysé, de même que les attitudes envers l'autonomie économique et les mécanismes de résilience. L'étude aborde également la mobilité des réfugiés, les besoins sociaux de base (logement, santé, alimentation), le capital social, les ressources financières, l'emploi, les dettes et les pratiques économiques. Les questions de protection, notamment la sécurité, la documentation légale et la coexistence pacifique, sont mises en relation avec les dynamiques d'inclusion et les intentions de retour. En croisant les récits issus des groupes focaux avec une approche holistique, l'analyse permet de mieux comprendre les transformations identitaires et les reconfigurations socio-anthropologiques engendrées par la crise humanitaire.

Les données collectées à travers des discussions de groupe sont structurées autour des résultats clés concernant les modèles de déplacement, les conditions de vie et l'intégration socio-économique des réfugiés. L'analyse repose sur des données qualitatives recueillies à travers des observations non-participative et des entretiens structurés menés lors de 19 discussions de groupes, incluant des réfugiés et des membres des communautés hôtes, hommes et femmes âgés de 18 ans et plus. Les réfugiés ont été sélectionnés de manière aléatoire à l'aide de la base de données PROGRES du HCR, tandis que les membres des communautés hôtes ont été choisis par échantillonnage de convenance, en fonction de leur proximité et de leur interaction avec les réfugiés. Parmi les 19 groupes focaux, 11 étaient composés de réfugiés et 8 de membres des communautés hôtes. Concernant la répartition par genre, 10 groupes étaient féminins et 9 masculins. La collecte de données visait à évaluer les capacités d'autonomie des réfugiés et des communautés hôtes, en se

référant aux 12 dimensions de l'Indice d'Autonomie (Self-Reliance Index)[1].

L'analyse des données a suivi la méthodologie de la Théorie Fondée (Grounded Theory)[2] et de Modélisation socio-anthropologique. Les transcriptions des discussions ont été examinées par un panel d'enquêteurs qui a élaboré des thèmes et concepts clés. Ces derniers ont été classifiés dans un tableau Excel sous forme de matrice binaire en fonction de chaque question de recherche. Sur la base de la fréquence d'apparition des concepts et thèmes, des résultats qualitatifs et descriptifs ont été formulés. Vous trouverez ci-dessous un résumé des principales conclusions.

[1] L'Indice d'Autonomie (Self-Reliance Index) : c'est un outil d'évaluation développé par le Self Reliance Initiative et ses partenaires pour mesurer la capacité des réfugiés et des communautés hôtes à subvenir à leurs besoins de manière indépendante et durable. Il repose sur une approche multidimensionnelle permettant d'évaluer les progrès vers l'autonomie dans douze domaines essentiels de la vie quotidienne, à savoir : le logement, la nourriture, l'éducation, la santé, la sécurité personnelle, la sécurité des ménages, l'emploi ou les moyens de subsistance, le revenu, la gestion financière, l'accès à l'aide sociale, la participation à la vie communautaire et la mobilité. Cet outil permet une analyse globale du niveau d'autonomie des ménages réfugiés et oriente les interventions pour favoriser leur inclusion socioéconomique.

1.12 Principales conclusions de l'étude

1. *Déconstruction et recomposition de la cellule familiale (Transformations identitaires et genrées)*

Constat : La cellule familiale, autrefois structurée autour de normes patriarcales et lignagères, est aujourd'hui recomposée sous la pression de la survie. Dans la région de la Savane, les femmes refugiées ne sont plus seulement des figures de soutien domestique : elles deviennent les piliers économiques, les médiatrices sociales et les gardiennes de la cohésion familiale. Cette féminisation du leadership familial traduit une redéfinition des rôles genrés, où l'autorité se fonde désormais sur la capacité à protéger, nourrir et représenter. Le recours au travail des enfants, bien que préoccupant, s'inscrit dans cette dynamique de réorganisation fonctionnelle. Les enfants deviennent des contributeurs actifs à l'économie familiale, souvent au détriment de leur scolarité. Ce phénomène révèle une mutation identitaire profonde, où les normes traditionnelles cèdent la place à des logiques adaptatives imposées par le déplacement forcé.

2. *Érosion et reconstitution du capital social (Dynamique de déliaison et reliaison sociale)*

Constat : Le déplacement a provoqué une rupture brutale des réseaux sociaux traditionnels : familles élargies dispersées, alliances villageoises dissoutes, liens rituels interrompus. Ce vide relationnel engendre un sentiment d'isolement et de perte de repères. Pourtant, dans ce contexte de déliaison, de nouvelles formes de solidarité émergent. Les réfugiés réinventent des réseaux d'entraide à travers des groupes religieux, des leaders coutumiers, ou des systèmes d'échange informels. Ces nouvelles alliances, souvent hybrides, mêlent pratiques ancestrales et innovations relationnelles. Elles témoignent d'une capacité remarquable à reconstruire du lien social à partir de fragments, dans une logique de résilience collective.

3. *Perte rituelle et redéfinition identitaire (Perturbation des repères symboliques et culturels)*

Constat : Les rites de passage – naissance, mariage, décès – sont profondément perturbés. Les lieux sacrés sont inaccessibles, les cérémonies sont abrégées ou abandonnées. Cette rupture rituelle provoque une désorientation identitaire, une perte de continuité symbolique. Les réfugiés expriment un sentiment de déracinement spirituel, de "perte de soi". Face à cette vacance rituelle, de nouvelles formes de spiritualité émergent : conversions évangéliques, syncrétismes religieux, prières collectives improvisées. Ces pratiques traduisent une tentative de recomposition identitaire, où l'individu cherche à redonner sens à son existence dans un monde bouleversé. L'identité devient fluide, en mouvement, façonnée par le déplacement et la nécessité de se réinventer.

4. *Reterritorialisation et ancrage symbolique (Spatialisation de la mémoire et de l'identité)*

Constat : Loin d'être passifs face au déplacement forcé, les réfugiés entreprennent une reterritorialisation active. Ils réorganisent leurs espaces de vie selon des schémas familiers : disposition des cases, création des liens communautaires, Marquer des initiative économique et projet portant l'expérience du Burkina Faso. Ces gestes, apparemment anodins, sont porteurs d'une forte charge symbolique. Ils traduisent une volonté de recréer un "chez-soi" en terre étrangère, de maintenir une continuité identitaire malgré la rupture. Le territoire devient un espace de mémoire vivante, un lieu de résistance silencieuse où s'inscrit la culture, la dignité et l'histoire collective. Cette spatialisation de l'identité est un acte politique autant que culturel.

[2]**Théorie ancrée (Grounded Theory) :** La théorie ancrée est une méthodologie de recherche qualitative développée par Glaser et Strauss en 1967, qui vise à générer des théories à partir des données empiriques recueillies sur le terrain, plutôt que de tester des hypothèses préexistantes. Elle repose sur une analyse inductive et comparative continue, où les concepts et les catégories émergent progressivement à travers le codage systématique des données, permettant ainsi de construire une compréhension théorique enracinée dans la réalité des participants.

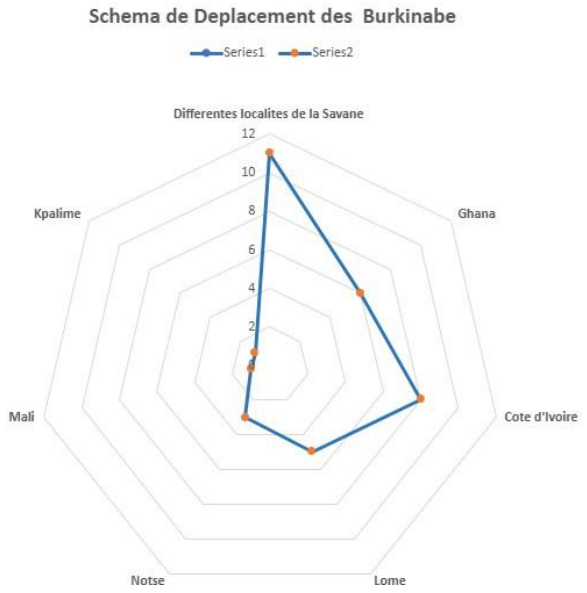
[3]**Modélisation socio-anthropologique :** approche analytique qui utilise des concepts et méthodes issus de la sociologie et de l'anthropologie pour comprendre les dynamiques sociales, culturelles et économiques au sein d'un groupe ou d'une communauté.

5. *Inclusion conditionnelle et performative (Inclusion/exclusion et négociation de l'altérité)*

Constat : L'intégration des réfugiés dans les communautés hôtes est marquée par une inclusion fragile, souvent conditionnelle. L'acceptation sociale dépend de la capacité des réfugiés à adopter les codes culturels locaux : langues, traditions, normes, habitudes, pratiques. Cette inclusion est donc performative – elle exige une démonstration visible de conformité. Ce processus révèle une négociation permanente de l'altérité, où l'appartenance est toujours en suspens, réversible. Les réfugiés doivent constamment prouver leur "intégrabilité", au risque d'être marginalisés. Cette tension met en lumière les limites des modèles d'intégration actuels, et appelle à une reconnaissance plus profonde de la diversité culturelle comme richesse plutôt que menace.

2. RÉSULTATS ET DISCUSSION

Figure 1 : le schéma du déplacement de Burkinabès au Togo

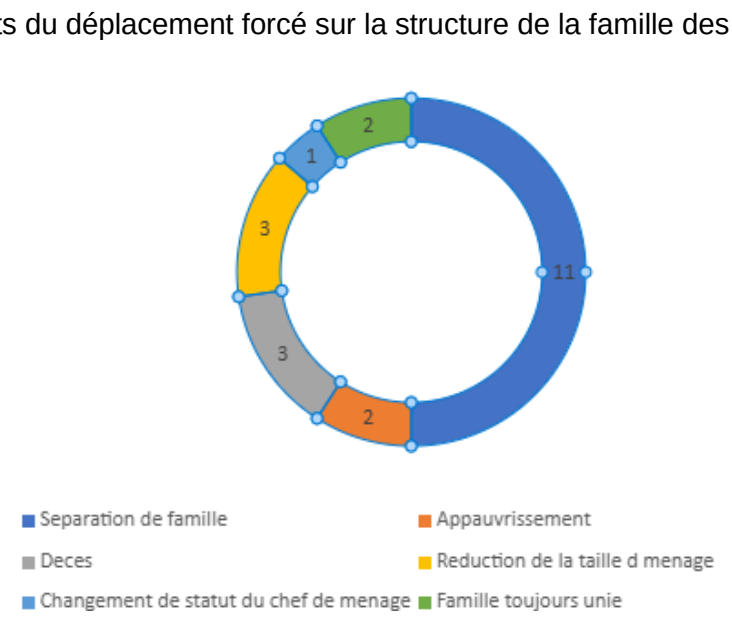


Le schéma sociologique et anthropologique des déplacements des demandeurs d'asile et réfugiés burkinabè révèle une dynamique profondément ancrée dans la proximité géographique, les liens communautaires, et les facteurs culturels partagés. Les données issues de 11 discussions de groupes focaux montrent une forte concentration des arrivées dans la région des Savanes au Togo, illustrant une logique de recherche de sécurité dans un espace social et culturellement familier, souvent peu éloigné du lieu d'origine. Cette tendance à rester proche des frontières traduit un attachement au territoire d'origine et une volonté potentielle de retour dès que les conditions le permettront. Les mouvements vers le Ghana, bien que moindres, s'inscrivent dans une logique transfrontalière historiquement enracinée, marquée par des échanges socioéconomiques et des affinités culturelles. En revanche, les déplacements vers des régions plus éloignées comme le sud du Togo, la Côte d'Ivoire ou le Mali sont rares, ce qui peut s'expliquer par des obstacles logistiques, l'absence de réseaux communautaires établis, ou une dissonance culturelle perçue. Ce modèle migratoire met en évidence l'importance des réseaux de solidarité, des représentations culturelles de l'espace sûr, et de la quête de continuité sociale dans un contexte de rupture. Il souligne également le rôle central des régions frontalières comme lieux d'ancrage provisoire, appelant à une réponse humanitaire et politique sensible aux réalités socioculturelles des populations déplacées.

2.2. La Structure Familiale et le Déplacement Forcé

Le graphique intitulé « Effets du Déplacement Forcé sur la Famille Réfugiée » met en lumière les dynamiques sociologiques et anthropologiques affectant les structures familiales des réfugiés burkinabè, à travers les témoignages recueillis lors de 11 discussions de groupes focalisés auprès d'adultes âgés de 18 à 65 ans. La séparation familiale émerge comme l'effet le plus répandu, traduisant une fragmentation sociale brutale provoquée par la fuite, la dispersion ou les réinstallations. Les décès, également fortement signalés, révèlent la dimension tragique du déplacement, renforçant le traumatisme collectif. L'appauvrissement économique, la réduction de la taille des ménages, et la transformation des rôles familiaux — notamment l'émergence de nouveaux chefs de ménage — illustrent une recomposition sociale forcée, marquée par la perte de repères traditionnels et la nécessité d'adaptation. Toutefois, la présence de familles demeurant unies témoigne d'une résilience sociale, d'une volonté de maintenir des liens identitaires malgré les bouleversements. Ces résultats démontrent que le déplacement forcé ne se limite pas à une mobilité géographique, mais engendre des reconfigurations profondes des structures et fonctions familiales, appelant à des réponses humanitaires culturellement sensibles, axées sur la réunification familiale, le soutien psychosocial, et le renforcement de la capacité de résilience des ménages affectés.

Figure 2 : Effets du déplacement sur la structure familiale des Réfugiés

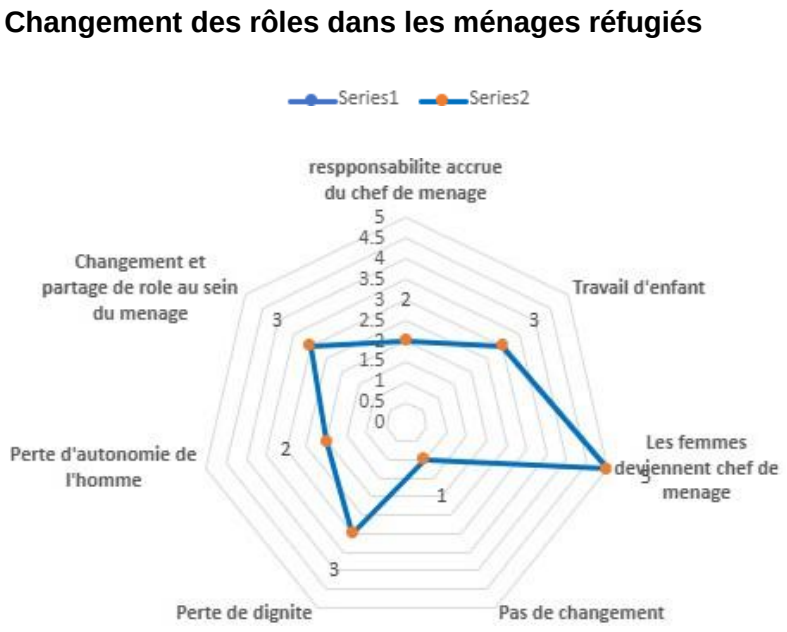


2.3. Les dynamiques des rôles dans les familles des réfugiés

Le graphique en toile d'araignée intitulé « Changement des Rôles dans les Ménages Réfugiés » met en évidence les transformations sociologiques et anthropologiques observées dans les dynamiques familiales des réfugiés burkinabè dans la région des Savanes au Togo, à partir de 11 discussions de groupe. Il révèle une redéfinition marquée des rôles de genre, notamment avec l'émergence significative des femmes comme chefs de ménage, traduisant une adaptation structurelle face aux contraintes du déplacement. Tandis que le travail des enfants et le partage des rôles témoignent de stratégies de survie modérées, la perte d'autonomie des hommes signale une recomposition des hiérarchies traditionnelles et une remise en question des référents culturels liés à la masculinité. La catégorie « Pas de changement » étant très marginale, il apparaît clairement que la quasi-totalité des ménages subissent des transformations, soulignant l'ampleur de la rupture sociale induite par la mobilité forcée. Bien que la perte de dignité masculine soit peu rapportée, probablement en raison de tabous ou de normes de silence autour de la vulnérabilité masculine, elle reste un

indicateur latent de la pression psychosociale. Ce schéma illustre ainsi une mutation profonde des structures domestiques, appelant à des approches humanitaires sensibles au genre et aux dynamiques familiales, capables d'accompagner la résilience et les nouvelles formes d'organisation des ménages dans un contexte d'urgence prolongée.

Figure 3 : changement des rôles dans les ménages réfugiés



2.4. Famille, parenté et ethnicité de Burkinabès et leurs communautés d'accueils au Togo

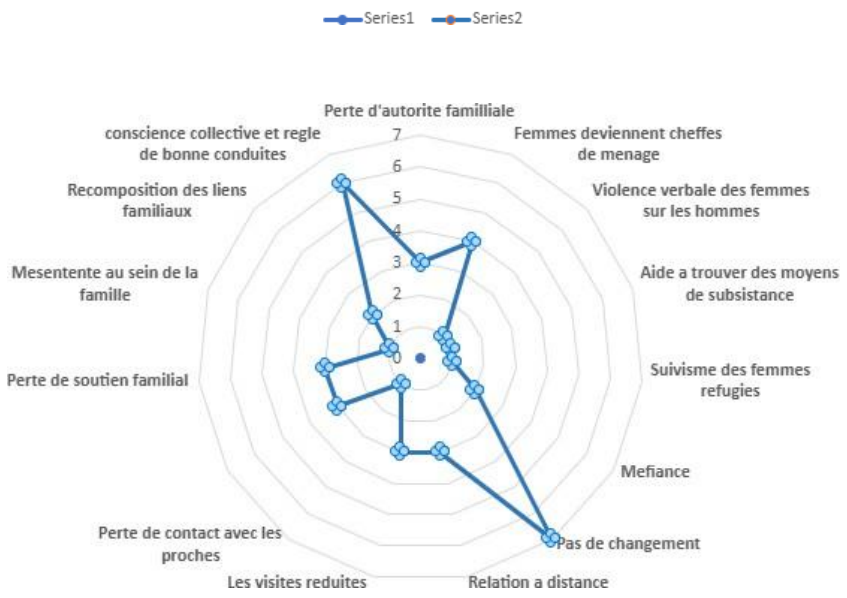
Table 1 : Matrices de concepts binaires sur la Famille, parenté et ethnicité de Burkinabès et leurs communautés d'accueils au Togo

	FGD CODES/ Themes	Perte d' autorite familiale	Femmes deviennent cheffes de menage	Violence verbale des femmes sur les hommes	Aide a trouver des moyens de subsistance	Suivisme des femmes refugies	Mefiance	Pas de changement	Relation a distance	Les visites reduites	Perte de contact avec les proches	Perte d' intimites Familiale	Perte de soutien familial	Mesentente au sein de la famille	Recomposition des liens familiaux	conscience collective et regle de bonne conduites
Refugiers	ToReHAeKr01	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
	ToReFAePo01	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	ToReFPhDa01	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0
	CiReHPhCi01	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CiReHAeTi02	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CiReFAeBi01	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
	CiReFAeNa02	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
	OtReHAeMg01	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
	OsReHAeN'g01	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0
	OsReFAeSg01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Communautes Hotes	ToHtHAeSa01	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
	ToHtFAeNa01	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0
	ToHtFAeKb02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
	CiHtHAeBo-Go01	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	1	0	0	1	1
	CiHtFAeSm01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	OtH-tHAeBk-Na02	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	OtHtFAeGa01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	OsHtHAeSg01	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL	**3**	**4**	**1**	**1**	**1**	**2**	**7**	**3**	**3**	**1**	**3**	**3**	**1**	**2**	**6**

L'analyse met en évidence plusieurs dynamiques majeures dans les structures sociales des réfugiés burkinabè au Togo. La perte d'autorité familiale, observée dans sept cas, apparaît comme le facteur le plus saillant, traduisant une déstabilisation des structures patriarcales traditionnelles. Cette fragilisation du pouvoir des aînés s'accompagne d'une féminisation des rôles décisionnels, les femmes se retrouvant à la tête de leur ménage, en raison de l'absence ou de l'impuissance des figures masculines. Cinq cas révèlent une recomposition des liens familiaux autour de nouvelles solidarités intergénérationnelles ou communautaires, marquant une adaptation dynamique aux nouvelles réalités. Par ailleurs, la méfiance (quatre cas) et le suivisme des femmes réfugiées (trois cas) illustrent la fragilité des liens de confiance intra-ethniques, souvent exacerbée par les conflits, les traumatismes liés au déplacement et une cohabitation complexe avec les communautés hôtes.

Comparativement aux communautés hôtes, les réfugiés présentent une exposition plus marquée à la dislocation familiale, avec une visibilité plus élevée des indicateurs de stress social. Tandis que les hôtes rapportent peu ou pas de changements (cf. «pas de changement» et «relation à distance» marqués à 0), les réfugiés sont affectés dans presque toutes les dimensions familiales et ethniques évaluées. Le déplacement forcé agit comme un catalyseur de transformations sociales profondes, déconstruisant les systèmes de parenté lignagère et les hiérarchies d'autorité. Cette mutation s'opère dans un contexte d'insécurité, d'exclusion socio-économique, et de reterritorialisation de l'identité ethnique. Les données confirment que les rôles traditionnels sont perturbés, les solidarités sont réinventées, et de nouvelles formes de parenté de substitution émergent. Ces dynamiques s'inscrivent dans un processus de résilience sociale, mais appellent des réponses holistiques tenant compte des rapports de genre, des enjeux interethniques et du soutien psychosocial.

Figure 4 : Effet de déplacement sur la famille, parenté et ethnicité



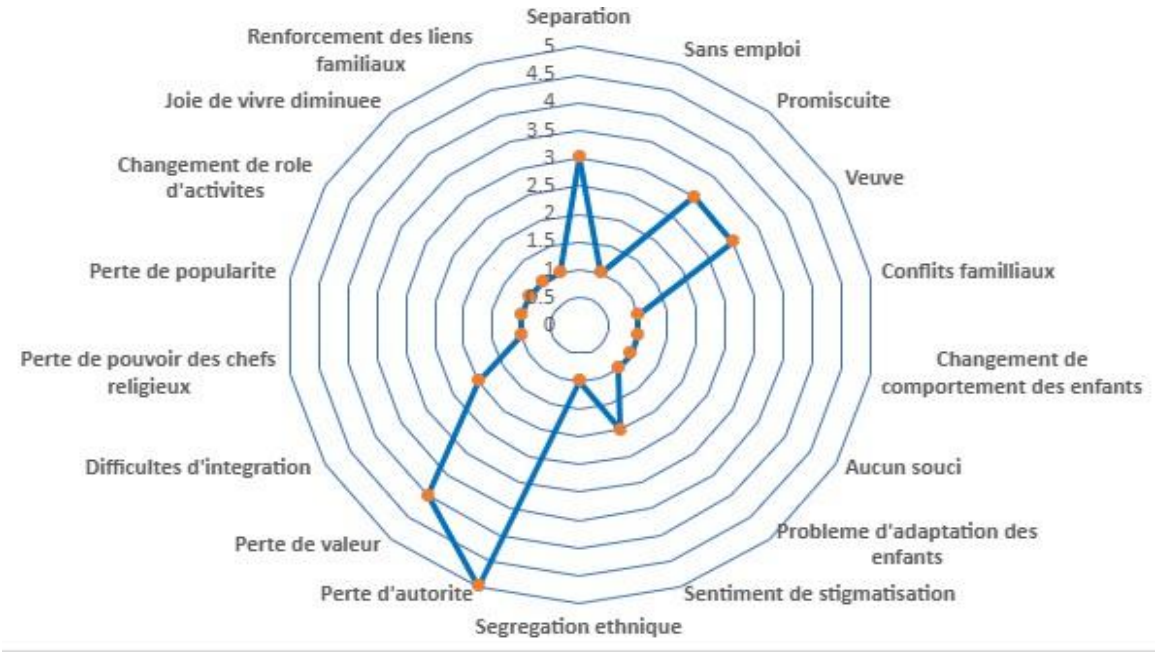
2.5. Identité Sociale et Structure Sociales

D'un point de vue sociologique et anthropologique, le déplacement forcé a profondément bouleversé l'identité sociale[4] et les structures communautaires des populations réfugiées dans la région des Savanes au Togo. Les résultats révèlent une désintégration progressive des rôles

[4] L'identité sociale : L' identité sociale correspond à tout ce qui permet à autrui d'identifier de manière pertinente un individu par les statuts, les codes, les attributs qu'il partage avec les autres membres des groupes auxquels il appartient ou souhaiterait appartenir (on parle de référents identitaires)

sociaux traditionnels, marquée par une séparation sociale accrue (6 mentions), une perte d'autorité des chefs de ménage (5 mentions) et une érosion du pouvoir des chefs traditionnels et religieux (2 mentions chacun), signes clairs d'un affaiblissement des hiérarchies coutumières et des mécanismes de régulation sociale. Le déplacement a également engendré une désorganisation des rôles familiaux et communautaires, traduite par des changements de comportement chez les enfants, un sentiment croissant d'inutilité sociale, ainsi que l'émergence de la mendicité, l'accès limité aux soins, et la stigmatisation (1 à 3 mentions chacun). Ces dynamiques traduisent un appauvrissement global et une marginalisation perçue au sein des communautés hôtes. Anthropologiquement, la rupture avec les terres ancestrales et la disparition des cadres rituels et symboliques qui structuraient la vie sociale ont engendré une perte de sens et une fragilisation de la transmission culturelle. Bien que quelques cas de résilience, tels qu'une certaine cohésion familiale, aient été observés, ils restent marginaux. Dans l'ensemble, les communautés sont passées d'entités culturellement enracinées à des groupes sociaux précarisés, appelant à des interventions humanitaires sensibles à la culture, visant à restaurer la dignité, renforcer la gouvernance communautaire et favoriser une réintégration socioculturelle durable.

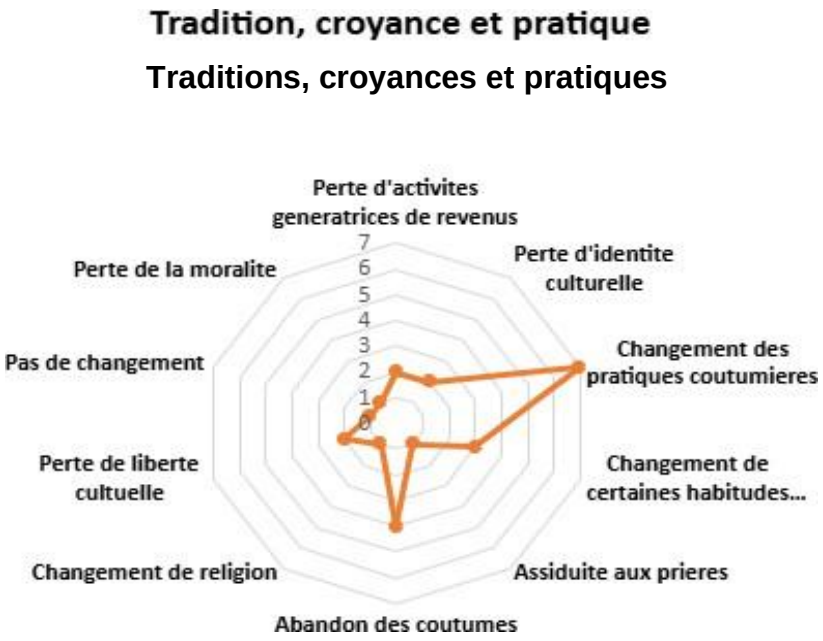
Figure 5 : Changement de sentiment d'identité



2.6. Traditions, croyances et pratiques des Burkinabès et leurs communautés d'accueils au Togo

Les données recueillies montrent que le déplacement forcé a eu un impact profond et multidimensionnel sur les traditions, croyances et pratiques culturelles des communautés réfugiées dans la région des Savanes au Togo. L'analyse révèle une érosion significative des pratiques traditionnelles et un processus d'acculturation croissante. Le changement de contexte socioculturel a entraîné l'abandon des pratiques traditionnelles (6 mentions), une réduction de la fréquence des prières et des rites religieux (2 mentions), et dans certains cas, une reconversion religieuse ou un changement de religion (1 mention chacun), illustrant la perte de repères spirituels et identitaires.

Figure 6 : Effet de déplacement sur traditions, croyances et pratiques



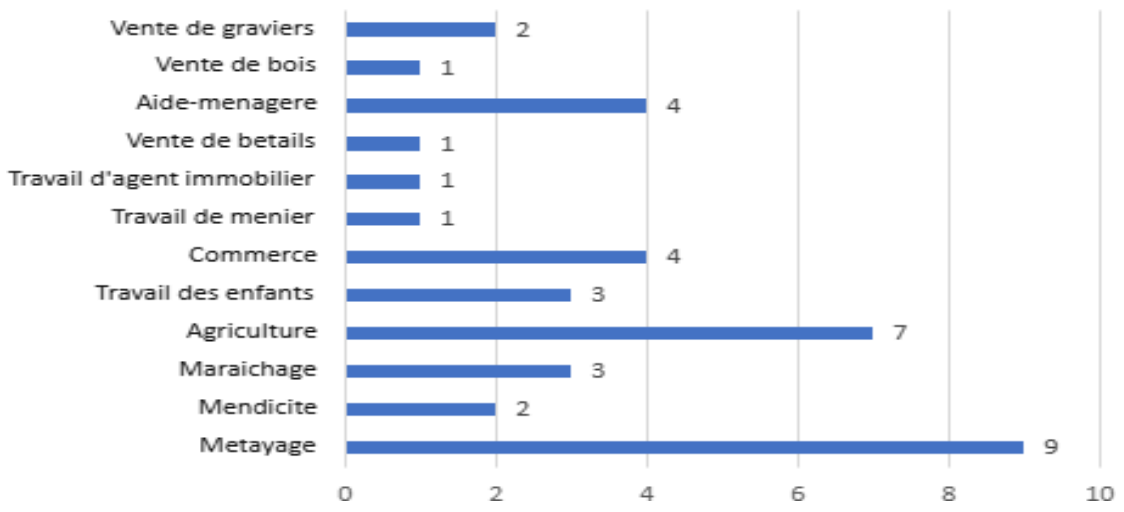
Plus encore, les résultats révèlent un changement marqué des pratiques coutumières (7 mentions), souvent perçues comme une perte d'identité culturelle (2 mentions), accompagné d'un abandon des coutumes (4 mentions) et de changements dans les habitudes alimentaires (3 mentions), soulignant la pression d'adaptation dans un nouvel environnement souvent peu favorable à la préservation culturelle. Ces modifications traduisent non seulement une adaptation difficile aux normes de la

société hôte, mais également une perte symbolique liée à l'arrachement du territoire d'origine, considéré comme fondement de l'autorité coutumière, des croyances rituelles et des pratiques sociales collectives. La perte de liberté cultuelle (2 mentions) et les cas d'assiduité réduite à la prière illustrent une restriction de l'expression religieuse liée soit à l'environnement, soit à la désorganisation sociale post-déplacement. Les cas de perte de moralité ou de désengagement spirituel observés (1 mention chacun) peuvent être interprétés comme les signes d'une désorientation morale liée à la rupture du cadre normatif et symbolique originel. Toutefois, un nombre limité de répondants ont signalé l'absence de changement (1 mention), traduisant soit une résilience culturelle, soit une intégration sociale plus réussie.

Globalement, ces transformations témoignent de l'impact déstructurant du déplacement sur les systèmes de croyances et les pratiques culturelles, provoquant une reconfiguration identitaire souvent marquée par la discontinuité, l'adaptation ou l'abandon. Du point de vue anthropologique, cela indique une rupture dans la continuité des transmissions intergénérationnelles des savoirs, des rites et des représentations symboliques du monde. Ces résultats appellent à une approche humanitaire culturellement sensible, qui reconnaît et valorise les expressions traditionnelles des communautés déplacées, afin de favoriser la résilience culturelle, la reconstruction identitaire et la préservation du patrimoine immatériel en contexte de crise tout en favorisant l'harmonie avec la communauté hôte.

2.7. Attitudes et perceptions envers les moyens de subsistance et l'autonomie

Figure 7 : Moyens de subsistance pour les Réfugiés



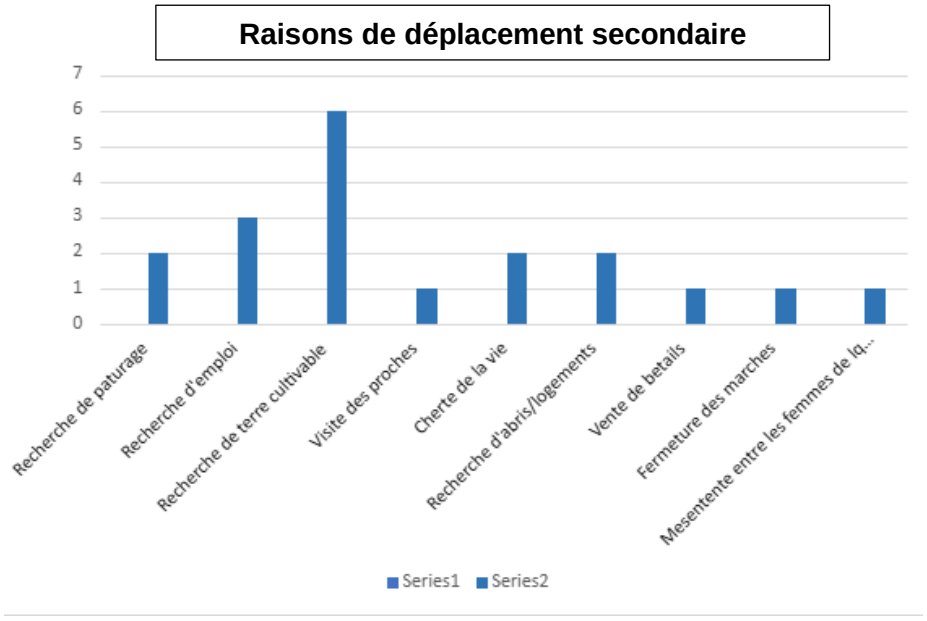
Les données recueillies révèlent que les personnes déplacées de force ont développé une grande diversité de stratégies de survie, souvent marquées par une réorientation économique forcée. Le métayage, l'agriculture, le maraîchage, le commerce, ainsi que des activités comme la vente de bois, de graviers ou encore le travail domestique, sont les principaux moyens utilisés pour subvenir aux besoins quotidiens. Certains groupes ont même recours à des formes d'emploi atypiques comme

le travail de meunier ou d'agent immobilier, ce qui témoigne d'un fort esprit d'adaptation face à la précarité. Toutefois, le recours au travail des enfants, bien que minoritaire, montre une pression familiale croissante pour maintenir un revenu minimal.Le déplacement a également transformé les attitudes envers les moyens de subsistance et l'autonomie. On observe une augmentation de la charge de travail, y compris pour les personnes âgées, et une reconversion professionnelle dans plusieurs cas. La perte de savoir-faire traditionnel, la diminution de la clientèle, et l'obligation d'adopter des pratiques agricoles manuelles sont des signes évidents de fragilité économique et d'adaptation à un nouvel environnement. En parallèle, la structure familiale et l'identité sociale influencent fortement la capacité d'autonomisation. La perte d'activités génératrices de revenus, l'augmentation des charges familiales, la taille croissante des ménages, ainsi que le manque de main-d'œuvre qualifiée limitent l'autonomie économique des déplacés, malgré une entraide familiale souvent présente.

Les réfugiés vivent une transformation culturelle et religieuse qui affecte leur capacité d'adaptation à un nouvel environnement. Dans certaines communautés d'accueil de la préfecture d'Oti sud par exemple, il existe des normes traditionnelles liées au début de la saison des cultures et à l'utilisation des rivières pour l'irrigation, que les réfugiés ne connaissent pas. Ces restrictions limitent les pratiques agricoles des réfugiés. Les membres de la communauté d'accueil estiment qu'ils polluent leurs terres et leurs ressources en eau en ne respectant ni ne pratiquant les rituels liés à l'utilisation de ces ressources naturelles. Un membre de la communauté d'accueil rapporte que leurs ancêtres sont en colère et que le niveau des eaux à Oti monte, car les réfugiés commencent la saison agricole sans respecter les rituels obligatoires, qui incluent des libations par les autorités traditionnelles, des offrandes de sel, d'huile de palme et des sacrifices d'animaux pour invoquer la bénédiction des ancêtres. Dans ce contexte, les moyens de subsistance des réfugiés semblent conditionnés par la religion et l'adaptation culturelle.

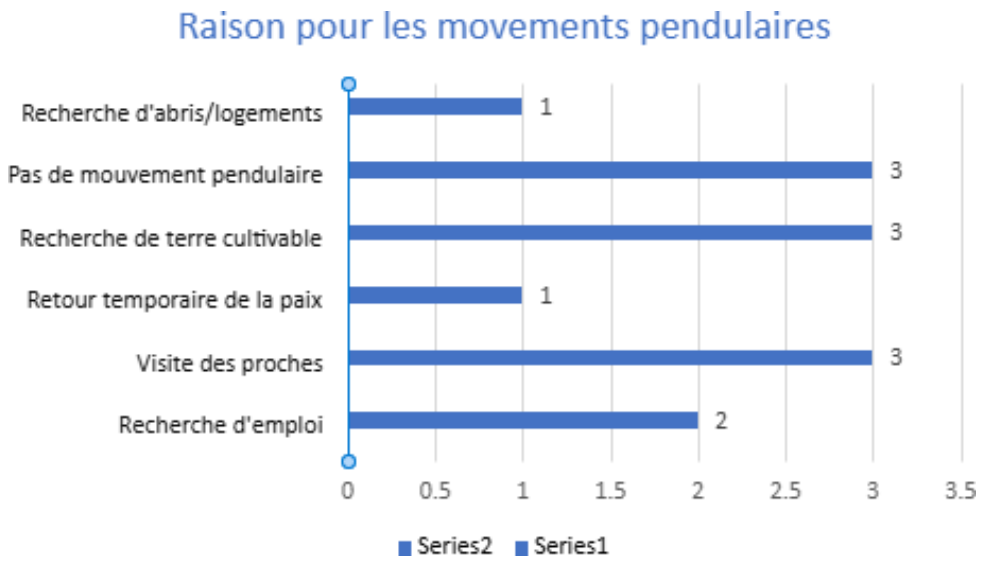
2.8. La mobilité des réfugiés

Figure 8 : Raison de mobilité des



Les dynamiques de mobilité des réfugiés au Togo révèlent une diversité de facteurs motivant leurs déplacements à l'intérieur du pays. Selon les données collectées, la recherche de terres cultivables constitue le principal moteur de la mobilité, avec six groupes de discussion indiquant ce facteur. Cela reflète l'importance de l'agriculture dans les stratégies de subsistance des réfugiés. Viennent ensuite la recherche d'emploi et les difficultés liées au coût de la vie qui forcent certains à chercher de meilleures opportunités économiques ailleurs. La recherche de logements, notamment dans des contextes de surpeuplement ou d'inadéquation des abris actuels, est également évoquée. Dans certains cas spécifiques, des causes sociales telles que des désaccords entre femmes de la communauté d'accueil peuvent aussi inciter au départ.

Figure 9 : les mouvements pendulaires



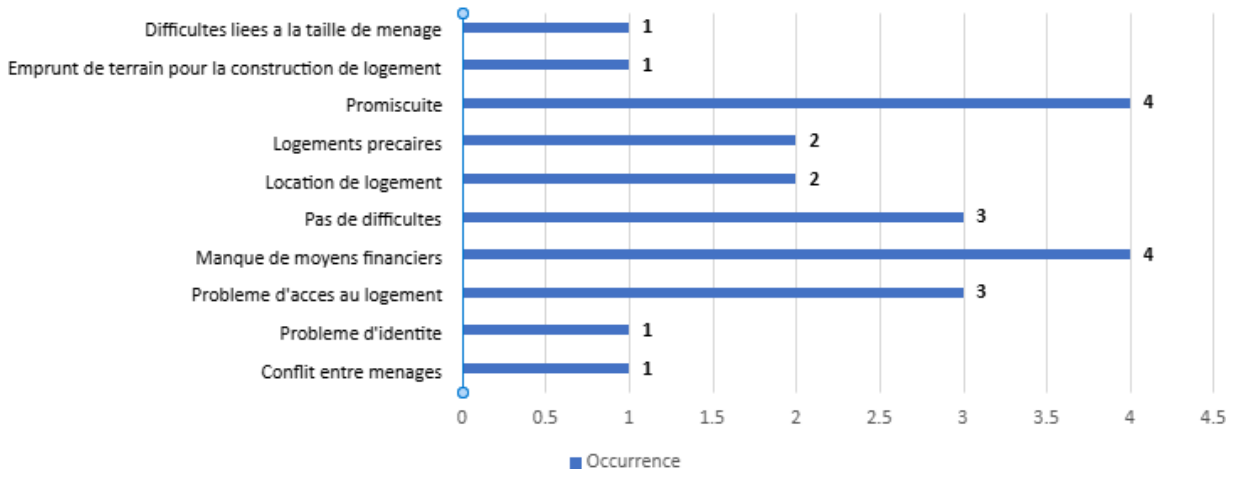
Concernant la mobilité pendulaire, bien que plusieurs participants aient déclaré ne pas effectuer de va-et-vient, ceux qui le font le justifient principalement par la recherche de terres cultivables ou d'emploi. Il est également intéressant de noter que la visite de proches et le retour temporaire de la paix dans certaines zones incitent certains réfugiés à effectuer des déplacements réguliers. Ces va-et-vient peuvent être interprétés comme des stratégies d'ajustement face à une instabilité prolongée, permettant de maintenir des liens avec les communautés d'origine ou de saisir des opportunités économiques temporaires.

Enfin, la mobilité des réfugiés dans le contexte togolais apparaît comme multi-causale et stratégique, influencée à la fois par des facteurs économiques (terre, emploi, logement), sociaux (visites familiales, mésententes communautaires) et contextuels (sécurité relative). Cette mobilité n'est pas aléatoire ; elle est souvent dictée par une logique de survie et d'optimisation des ressources disponibles. Comprendre ces dynamiques est essentiel pour orienter les politiques d'inclusion locale, d'accès à la terre, et d'aménagement des services de base dans les zones d'accueil.

2.9. Les dynamiques sociologiques sur les besoins sociaux de base

1.9.1. Logement

Figure 10 : Effet de déplacement sur le logement des burkinabés

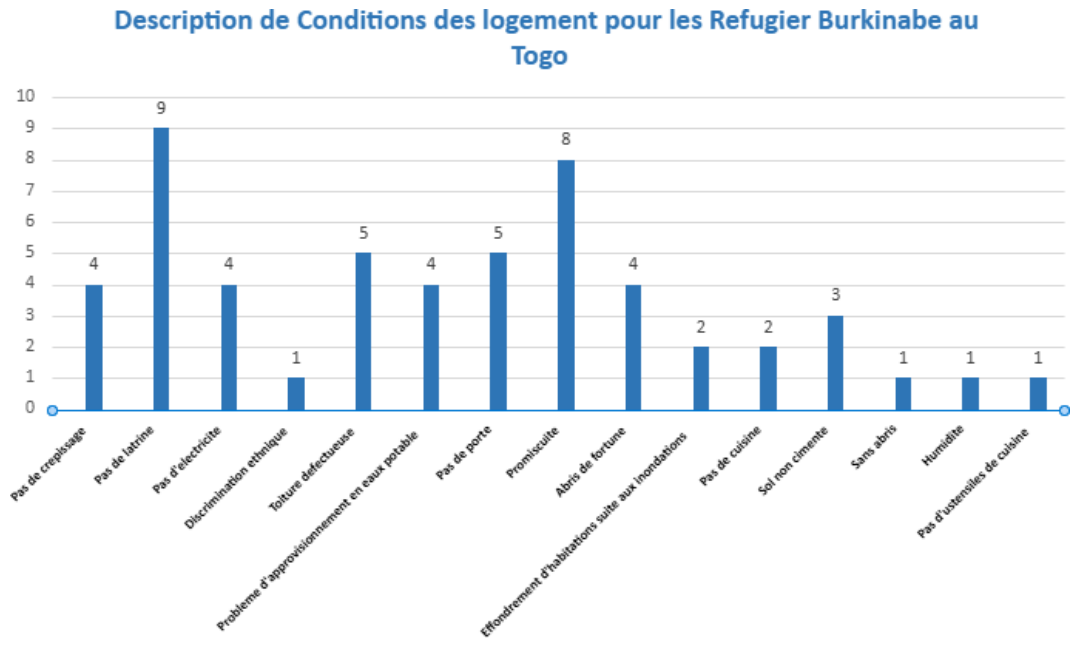


Constats Clés sur les Conditions de Logement des Réfugiés Burkinabè au Togo : Les données recueillies révèlent une forte précarité dans les conditions de logement des réfugiés burkinabè, notamment dans la région des Savanes. Les problèmes les plus fréquemment rapportés incluent la promiscuité, le manque de moyens financiers, l'accès limité au logement, ainsi que la dépendance à des abris de fortune et à la location instable. Des insuffisances structurelles majeures ont également été observées : absence de latrines (9 cas), toitures défectueuses, sols non cimentés, manque d'eau potable, absence d'infrastructures de base telles que portes, électricité, et espaces de cuisine. À cela s'ajoutent des problèmes de discrimination ethnique, bien que rares, qui compromettent la cohésion sociale, et des tensions sociales liées au partage de ressources. La discrimination ethnique est un facteur de risque social préoccupant, susceptible de perturber la cohésion entre réfugiés et communautés hôtes. Le manque d'ustensiles de cuisine, la présence d'humidité dans les abris et les effondrements d'habitations en saison pluvieuse reflètent également l'insécurité structurelle de ces logements. Ces éléments justifient la nécessité d'interventions urgentes et coordonnées, orientées vers la construction de logements durables, l'accès aux services de base, la promotion de la coexistence pacifique, et l'autonomisation économique des réfugiés par des approches communautaires et sensibles au climat.

Effets et Implications sur la Vie des Réfugiés :

Ces conditions précaires affectent gravement la santé, la sécurité et la dignité des réfugiés, tout en exacerbant leur dépendance à l'aide humanitaire. Le manque d'espaces de vie adaptés accroît la promiscuité, surtout dans des foyers surpeuplés, tandis que l'absence d'infrastructures essentielles compromet l'hygiène et la vie familiale. Certains réfugiés ne déclarent pas de difficultés majeures, mais cela peut s'expliquer par une variation dans l'accès à l'aide humanitaire ou à des arrangements particuliers avec les communautés hôtes. Il en ressort un besoin urgent d'interventions intégrées qui allient soutien économique, amélioration de l'habitat, cohésion sociale et autonomisation.

Figure 11 : les conditions de logements



Recommandations pour un Programme Durable et Inclusif :

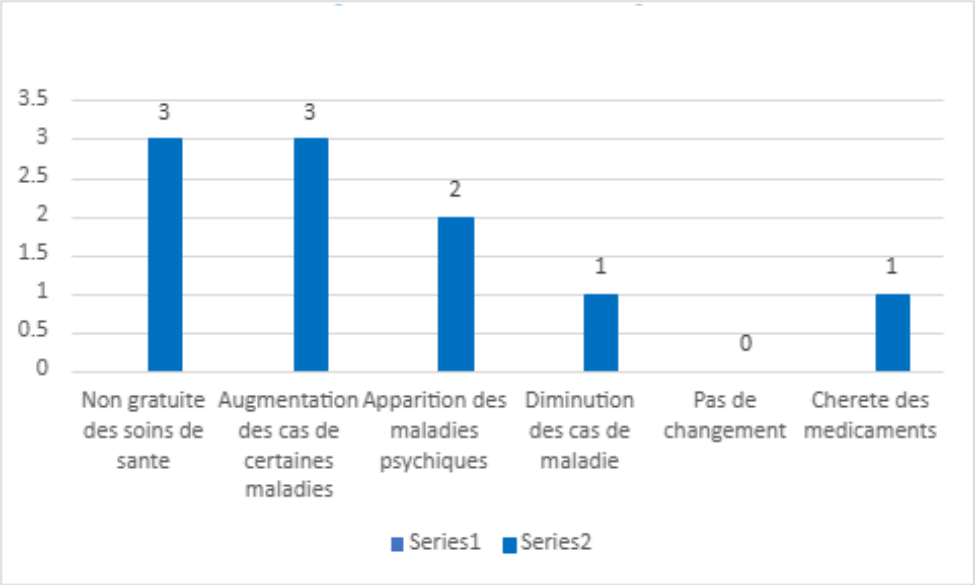
Face à ces défis, des actions concrètes sont recommandées : construire des logements collectifs modulaires à base de matériaux locaux et durables, équiper les abris de latrines, d'espaces de cuisine, de ventilation et d'électricité solaire. Il est crucial d'impliquer les réfugiés et communautés hôtes dans la conception et l'entretien des infrastructures pour favoriser l'inclusion sociale. Des programmes de formation professionnelle, notamment dans les métiers du bâtiment, peuvent renforcer l'autonomie économique. L'accès au foncier doit être négocié avec les autorités locales, et des comités communautaires mixtes devraient être mis en place pour gérer les conflits et promouvoir la coexistence pacifique. Enfin, des actions de reboisement et l'introduction de solutions écologiques contribueront à une gestion durable des ressources naturelles.

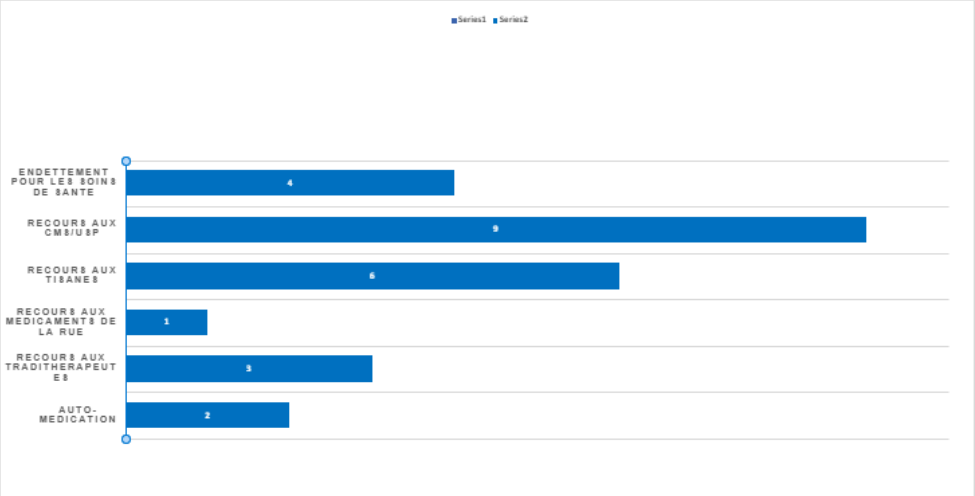
1.9.2 Santé

Les données collectées à travers les discussions de groupe révèlent une dégradation notable de l'état de santé physique et mentale des réfugiés burkinabè depuis leur déplacement forcé. Sur le plan physique, les affections les plus fréquemment citées sont le paludisme (7 mentions), les céphalées et les maux de ventre (3 mentions chacun), suivis de la malnutrition, des troubles visuels, de la diarrhée infantile, de l'anémie et de la fièvre typhoïde. Bien que moins fréquents, des cas de psychose, d'ulcères, d'hypertension artérielle, d'infections urinaires, de convulsions et de toux sont également signalés. Ces problèmes de santé sont exacerbés par les conditions précaires de logement, la faible accessibilité aux soins, et les environnements insalubres. Du point de vue psychologique, le traumatisme lié au déplacement se manifeste par une forte prévalence de troubles mentaux (4 mentions), de traumatismes psychologiques (9 mentions) et de dépressions (5 mentions). Le manque de sommeil, la perte de mémoire, les crises de panique, et même les maladies cardiaques liées au stress sont également rapportées. Ces souffrances mentales révèlent l'ampleur du stress post-traumatique et de la détresse psychosociale vécus par les réfugiés.

En somme, l'impact du déplacement forcé sur la santé des réfugiés burkinabè est à la fois multidimensionnel et profond. Il souligne l'urgence de renforcer les services de santé intégrés, y compris le soutien psychosocial, la prévention des maladies transmissibles, et l'amélioration de l'accès aux soins de santé de qualité, afin de protéger et rétablir la dignité humaine des populations réfugiées.

Figure 12 : Effet de déplacement la situation de Santé



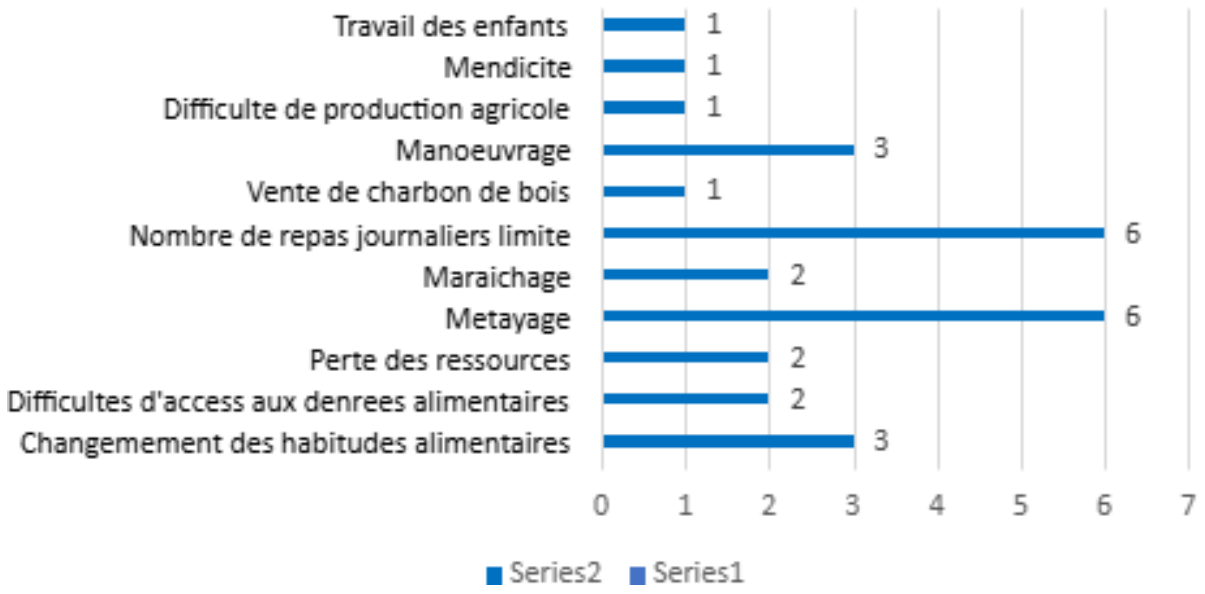


193. Alimentation

Les résultats des discussions de groupe révèlent que le déplacement forcé a profondément perturbé l'accès à l'alimentation des ménages réfugiés. De nombreux participants ont signalé des changements significatifs dans leurs habitudes alimentaires, notamment la réduction du nombre de repas par jour. La majorité des ménages ne prennent qu'un repas par jour, ce qui reflète un haut niveau d'insécurité alimentaire. Cette situation est aggravée par la perte de ressources économiques, les difficultés d'accès aux denrées alimentaires, et la dépendance croissante à des stratégies de survie, telles que le métayage, le manœuvre (travail journalier), et dans une moindre mesure, le maraîchage, la vente de charbon de bois, voire la mendicité.

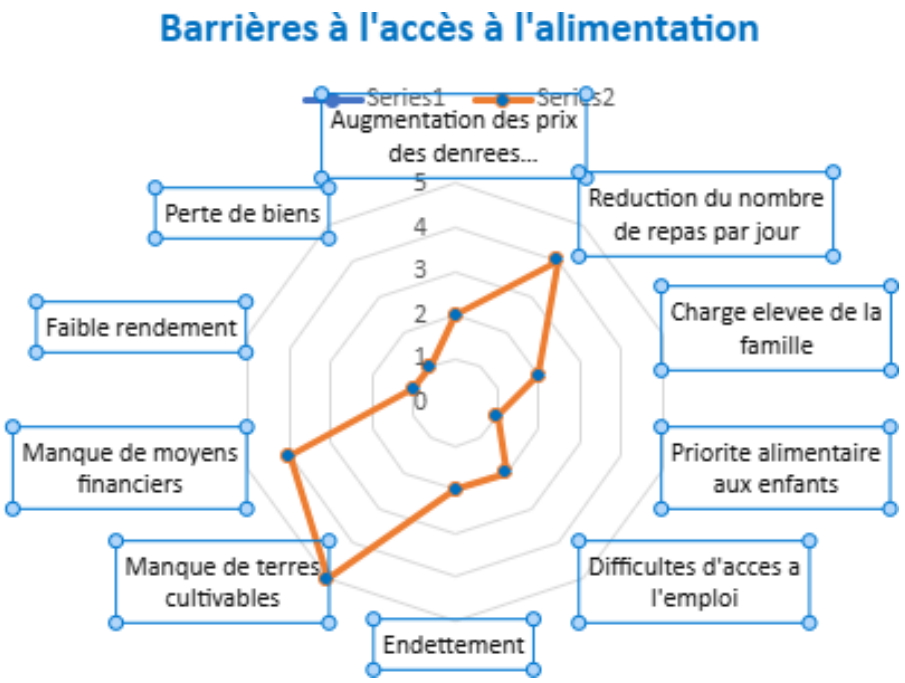
Par ailleurs, les réfugiés font face à plusieurs facteurs structurels qui compliquent davantage leur sécurité alimentaire. Le manque de terres cultivables empêche de nombreuses familles de produire leur propre nourriture. En parallèle, le manque de moyens financiers, les difficultés d'accès à un emploi stable, l'endettement, et la perte de biens matériels réduisent leur pouvoir d'achat et leur autonomie. La charge familiale élevée oblige souvent les parents à prioriser l'alimentation des enfants, parfois au détriment de leur propre santé, tandis que dans certains cas extrêmes, le travail des enfants est mentionné comme un moyen de contribuer à la survie du ménage.

Figure 13 : Effet de déplacement sur l'alimentation



Face à ces défis multiples, les stratégies d'adaptation utilisées par les ménages réfugiés restent préoccupantes et peuvent avoir des conséquences négatives à long terme. Il devient urgent de mettre en place une réponse humanitaire intégrée qui combine une aide alimentaire immédiate à des solutions durables comme l'accès à la terre, la formation professionnelle, le soutien à l'agriculture et à l'entrepreneuriat. De telles interventions permettraient non seulement d'atténuer les souffrances actuelles, mais aussi de renforcer l'autonomie des ménages réfugiés et de soutenir leur inclusion socioéconomique dans les communautés hôtes.

Figure 14 : Barrières à l'accès à l'alimentation

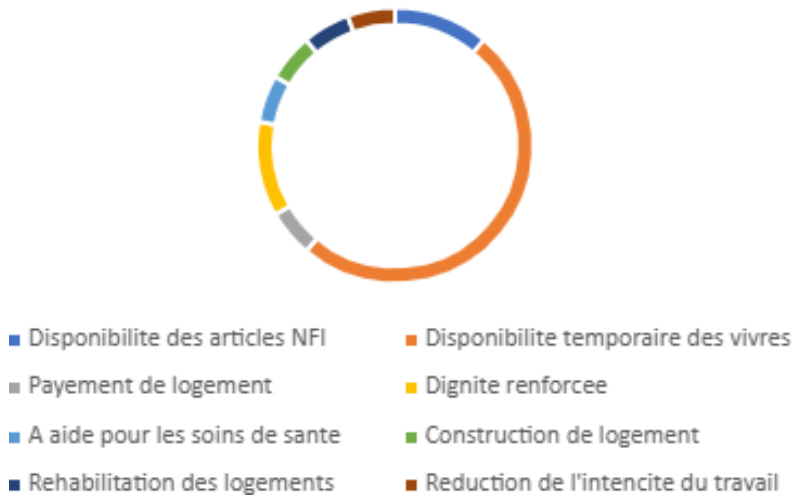


2.10. Le Capital Social, Ressources financières, emplois, dettes et économies

1.10.1. Capital Social

Changements dans les réseaux sociaux des personnes déplacées : Depuis leur déplacement, de nombreux réfugiés burkinabè dans la région des Savanes au Togo ont vu leurs réseaux sociaux profondément transformés. La perte de contact avec les membres de la famille est une réalité marquante pour six groupes, reflétant l'éclatement des structures familiales. À cela s'ajoutent les relations à distance et une connexion limitée, chacune mentionnée par six et cinq groupes respectivement, indiquant un affaiblissement des liens sociaux et une réduction des interactions quotidiennes. De manière plus marginale, certains ont signalé une perte de hiérarchie sociale et un individualisme accru, signes d'un relâchement des cadres communautaires traditionnels.

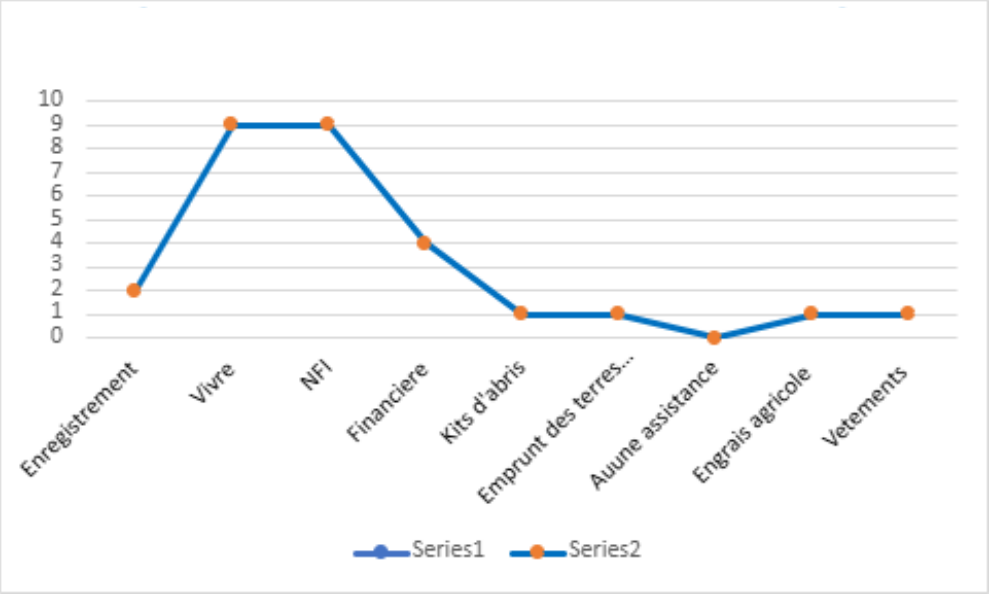
Figure 15 : L'impact du manque de ressources



Mobilisation du capital social pour faire face au déplacement : En dépit de l'érosion des liens sociaux, certaines personnes déplacées ont su mobiliser leur capital social pour faire face aux défis liés au déplacement. Le soutien alimentaire a été le type d'assistance le plus cité (5 groupes), suivi par l'aide financière (4 groupes), l'hébergement (3 groupes), et le prêt de terres cultivables (3 groupes). Dans une moindre mesure, des soutiens moraux, des conseils sur le vivre ensemble, ou encore des aides à la recherche d'emploi ont été mentionnés. Cette diversité d'appui montre que les dynamiques de solidarité persistent malgré le contexte difficile, même si elles varient selon les communautés.

Limites et absence d'assistance : Cependant, pour certains, le capital social ne s'est pas traduit en aide concrète. Deux groupes ont explicitement mentionné l'absence totale d'assistance, tandis qu'un groupe a signalé avoir reçu de l'aide uniquement en échange de services rendus, soulignant ainsi les limites de la solidarité spontanée. Ces résultats mettent en lumière les disparités d'accès à l'entraide sociale parmi les personnes déplacées, ainsi que la nécessité de renforcer les mécanismes communautaires inclusifs pour éviter l'isolement et la marginalisation.

Figure 16 : Accès à l'assistance et ressources financières

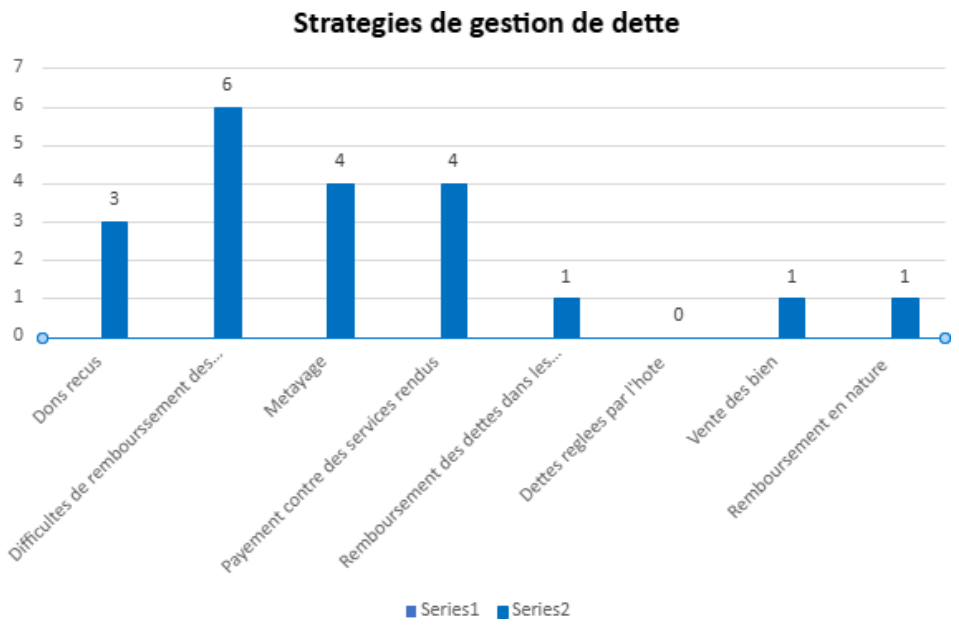


1.10.2 Ressources Financières, Dettes et Economies

Impact du déplacement sur l'épargne et l'accumulation d'actifs

Le déplacement forcé a eu un effet dévastateur sur la capacité des réfugiés burkinabè dans la région des Savanes au Togo à épargner ou à accumuler des biens. Sur les onze groupes interrogés, dix ont déclaré ne pas pouvoir épargner, mettant en évidence une perte quasi généralisée de toute capacité d'accumulation financière. Pour certains, cette situation est due à l'absence d'activités génératrices de revenus (deux mentions), tandis que d'autres ont évoqué des difficultés à épargner (quatre mentions) en raison des conditions de vie précaires. La priorité accordée à la survie au quotidien a également été soulevée par un groupe, ce qui illustre la vulnérabilité économique extrême dans laquelle ces communautés se trouvent depuis leur déplacement.

Figure 17 : Stratégies de gestion de dette



Stratégies de gestion de la dette après le déplacement

Face à la perte de revenus, les réfugiés ont dû adapter leurs stratégies pour faire face à leurs dettes. Parmi les groupes interrogés, six ont évoqué des difficultés de remboursement, ce qui montre que le remboursement des dettes est devenu un fardeau pesant. Pour pallier cette contrainte, quatre groupes ont eu recours au métayage et quatre autres ont payé leurs dettes en rendant des services, illustrant un recours croissant à des formes non monétaires de règlement. Un groupe a aussi mentionné avoir remboursé ses dettes à temps, bien que cela reste l'exception plutôt que la norme. Ces stratégies témoignent de la résilience des communautés, mais aussi de leur précarité.

Recours aux mécanismes alternatifs d'appui financier

Dans certains cas, des mécanismes de solidarité ont été activés pour alléger le poids de la dette. Trois groupes ont déclaré avoir reçu des dons, tandis qu'un groupe a pu rembourser en nature et un autre a eu ses dettes réglées par un hôte, mettant en lumière l'existence d'un soutien communautaire ou individuel ponctuel. Toutefois, la vente de biens comme stratégie de remboursement reste marginale (un seul groupe), ce qui peut indiquer un manque d'actifs à liquider ou un attachement aux rares possessions conservées. Ces données montrent que même si la solidarité joue un rôle, elle ne suffit pas à compenser l'effondrement économique engendré par le déplacement. La perturbation des routines économiques et des structures sociales causée par le déplacement forcé se manifeste clairement par l'érosion de la capacité d'épargne et de l'accumulation d'actifs chez les réfugiés. Sociologiquement, l'incapacité à épargner traduit une désintégration des rôles économiques traditionnels et des moyens de subsistance. Le fait que dix des onze groupes interrogés déclarent ne pas pouvoir épargner met en évidence une marginalisation économique prolongée. Le passage d'une autonomie productive à une situation de dépendance représente non seulement une dégradation financière, mais également une perte d'identité sociale et de dignité, surtout dans des sociétés où la contribution économique est étroitement liée au statut social et au rôle familial.

D'un point de vue anthropologique, les stratégies de gestion de la dette révèlent des mécanismes d'adaptation ancrés dans les normes culturelles de réciprocité et de survie. Le recours au métayage, au remboursement par des services ou en nature démontre une dépendance vis-à-vis des économies informelles et des systèmes fondés sur les liens familiaux et communautaires, qui existent souvent en marge des structures financières formelles. Ces pratiques ne sont pas de simples choix économiques, mais s'inscrivent dans des logiques sociales de solidarité, de confiance et d'échange relationnel. Ce retour à des mécanismes ancestraux de survie témoigne d'une résilience culturelle, mais il met également en lumière les limites de l'inclusion socio-économique dans les communautés d'accueil. En outre, la faible fréquence de la vente d'actifs comme stratégie de remboursement traduit deux dynamiques anthropologiques : soit les réfugiés manquent effectivement de biens en raison de la soudaineté de leur fuite, soit ils attribuent à leurs rares possessions une valeur symbolique et émotionnelle élevée, ce qui rend toute forme de désappropriation douloureuse et significative. Du point de vue sociologique, les mécanismes de solidarité – comme les dons reçus ou l'assistance d'hôtes – révèlent une reconstruction du capital social, bien que sur des bases fragiles et informelles. Si ces réseaux apportent un soulagement à court terme, ils restent insuffisants pour compenser l'exclusion structurelle des systèmes formels de protection sociale et d'accès aux opportunités économiques.

En somme, ces constats révèlent que le déplacement forcé ne se limite pas à un simple changement géographique, mais entraîne une reconfiguration complète de la réalité socio-économique des individus. Les réfugiés sont contraints de s'appuyer sur des mécanismes de survie hérités du passé tout en tentant de naviguer dans un avenir incertain, souvent sans le soutien structurel nécessaire. Leur recours aux formes informelles de gestion de la dette et à la solidarité communautaire témoigne à la fois de la force et de la fragilité du tissu social dans un contexte de grande précarité.

2.11. Protection

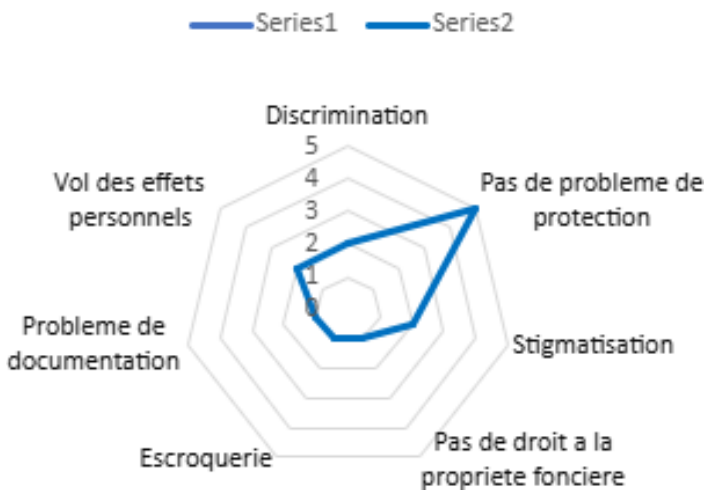
1111. Protection et Sécurité

Figure 18: La Perception aux Services de protection

Dans le cadre de l'évaluation des services disponibles en matière de protection, les résultats indiquent que les structures les plus accessibles pour les réfugiés sont la gendarmerie (5 mentions), le commissariat de police (5 mentions) et les chefs traditionnels (chef et

sous-chef de village, chacun mentionné 4 et 5 fois respectivement). Les services sociaux sont peu mentionnés (2 occurrences), et dans un seul groupe, il est noté qu'aucun service de protection n'est disponible. Ces données traduisent une dépendance majeure aux autorités locales et traditionnelles en matière de protection, avec une quasi-absence de recours aux structures formelles d'assistance sociale, souvent du fait d'un manque d'accès, de connaissance ou de confiance envers ces institutions.

Figure 19 : Les Problèmes de protection

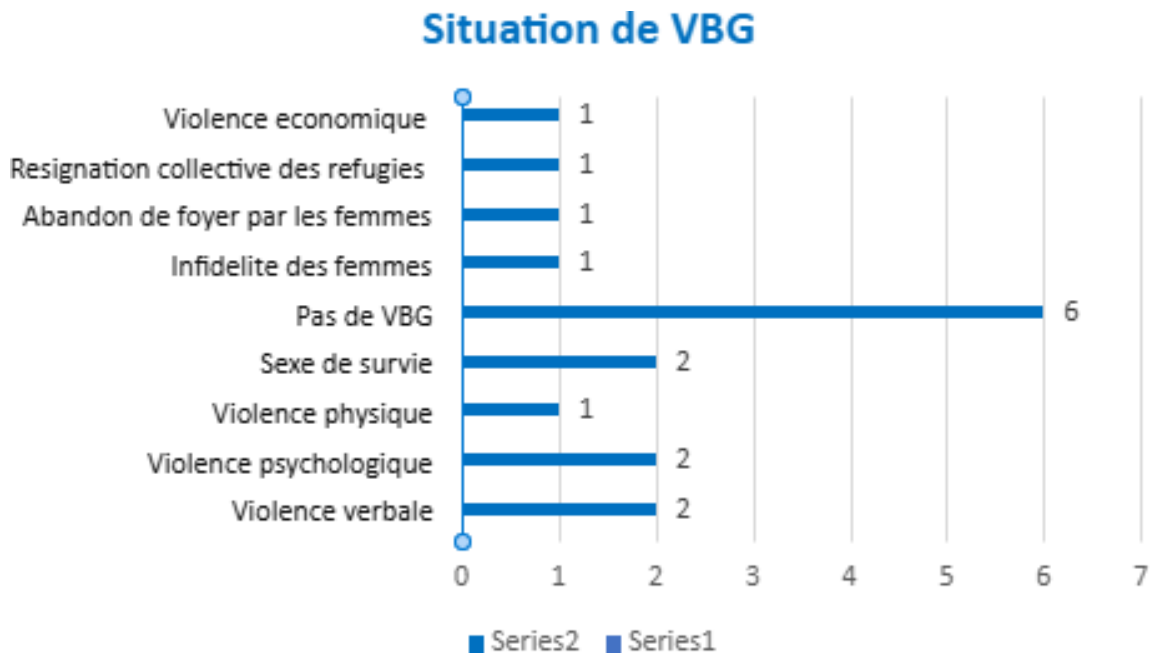


Concernant les problèmes de protection vécus depuis le déplacement, la majorité des groupes (5 sur 11) ont déclaré ne pas avoir rencontré de problèmes spécifiques. Cependant, certains types de violations ont été relevés, notamment la discrimination (2 mentions), la stigmatisation (2), le vol (2), les problèmes de documentation, l'escroquerie et le déni de droits fonciers (1 mention chacun). Cela montre que malgré une apparente stabilité pour certains, des formes de vulnérabilités juridiques et sociales persistent, particulièrement en ce qui concerne l'accès à la documentation légale et à la propriété, essentiels pour l'inclusion.

Enfin, en matière de violences basées sur le genre (VBG), six groupes ont affirmé n'avoir constaté aucun cas, mais des cas ponctuels de violence verbale, psychologique, physique, économique, et de sexe de survie ont été signalés. Un groupe a évoqué une résignation collective des réfugiés, illustrant une perte d'espoir ou un épuisement émotionnel face à leur condition. On note aussi des changements dans la dynamique familiale, comme l'infidélité ou l'abandon de foyer par les femmes. Ces réponses révèlent une pression psychologique et sociale croissante exercée sur les réfugiés et leur tissu familial, souvent exacerbée par la précarité.

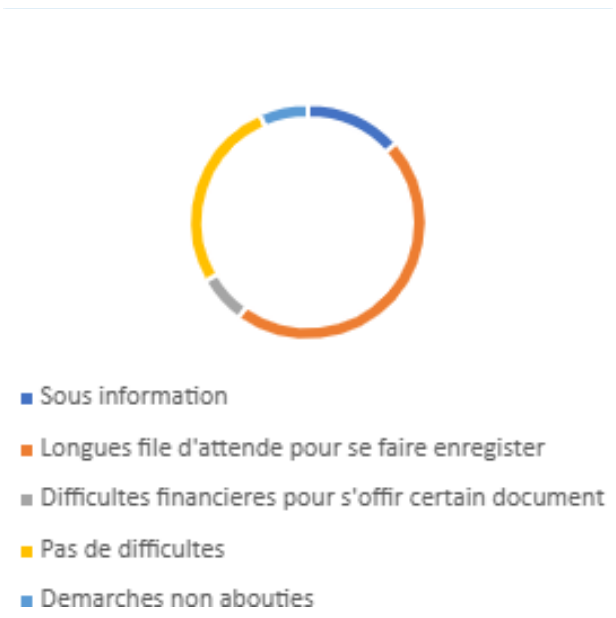
D'un point de vue sociologique et anthropologique, ces données révèlent un repli sur les structures communautaires traditionnelles comme principales sources de protection, en l'absence ou inefficacité des systèmes institutionnels. La faible reconnaissance des services sociaux formels suggère une fracture entre les réfugiés et les institutions publiques, probablement liée à la méfiance, aux barrières linguistiques ou à des expériences antérieures de marginalisation. Les problèmes de protection évoqués, bien que peu nombreux, traduisent une insécurité juridique latente et un déséquilibre des rapports sociaux dans les communautés d'accueil. Les VBG et la résignation collective illustrent une érosion des normes sociales protectrices, une transformation des rôles de genre, et une adaptation douloureuse à de nouvelles réalités. Cela met en lumière la reconstruction identitaire et sociale complexe que traversent les réfugiés dans un contexte de survie et d'adversité.

Figure 20 : La situation de VBG



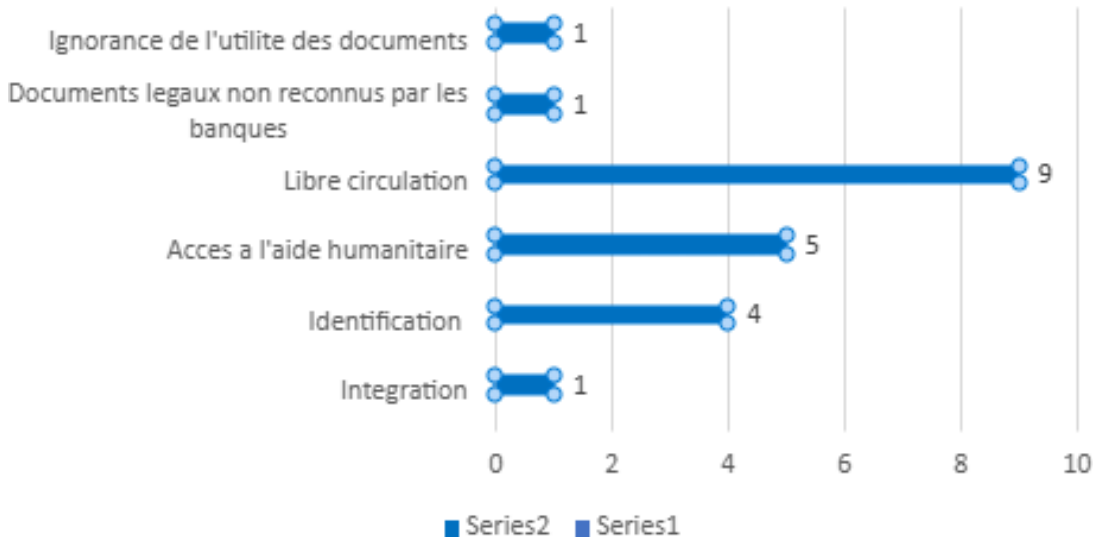
1.11.2 Documentation Légale

Figure 21 : l'Accès à la documentation légale



Concernant les défis rencontrés pour l'obtention de documents légaux, les participants ont principalement souligné la longue attente pour se faire enregistrer (7 groupes sur 11), suivie de la sous-information (2 groupes), les difficultés financières (1 groupe) et les démarches non abouties (1 groupe). Quatre groupes ont tout de même déclaré n'avoir rencontré aucune difficulté. Cela suggère que bien que certains réfugiés parviennent à accéder aux documents nécessaires, des obstacles structurels comme l'inefficacité administrative, le manque d'information et le coût freinent une majorité dans ce processus, compromettant ainsi leur accès à des droits fondamentaux.

Figure 22 : La Perception sur la documentation légale

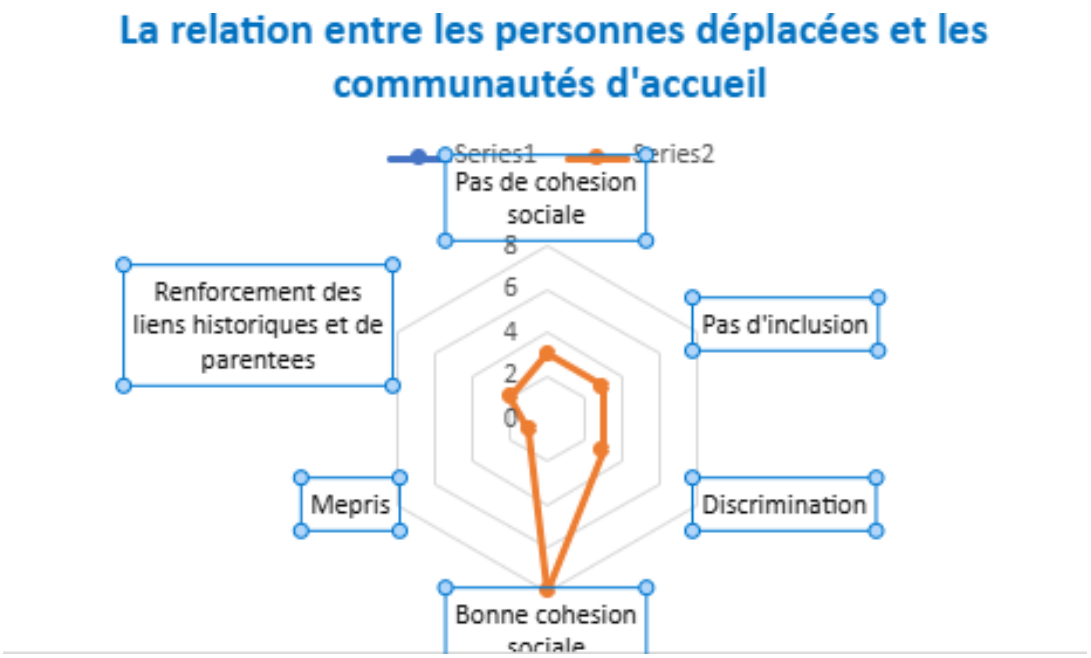


Sur l'importance perçue des documents légaux, les réponses montrent que ces documents jouent un rôle clé dans la libre circulation (9 groupes), l'accès à l'aide humanitaire (5 groupes), l'identification (4 groupes) et l'intégration (1 groupe). Toutefois, certains participants ont mentionné que les documents légaux n'étaient pas reconnus par les banques (1 groupe) et qu'il existait une ignorance de leur utilité (1 groupe). Cela révèle une conscience croissante de la valeur des documents légaux dans la vie quotidienne des réfugiés, bien que des lacunes en matière d'éducation administrative et de reconnaissance institutionnelle persistent.

Dans l'ensemble, les résultats révèlent que même si les documents légaux sont perçus comme indispensables pour la mobilité, la reconnaissance et l'accès aux services, leur obtention reste entravée par des processus longs, coûteux et parfois opaques. L'écart entre la connaissance de leur utilité et la capacité d'y accéder de manière fluide montre un besoin urgent de simplification des démarches, de sensibilisation et de soutien administratif dans les communautés d'accueil.

1.11.3. Coexistence Pacifique

Figure 23 : Perception sur la coexistence pacifique

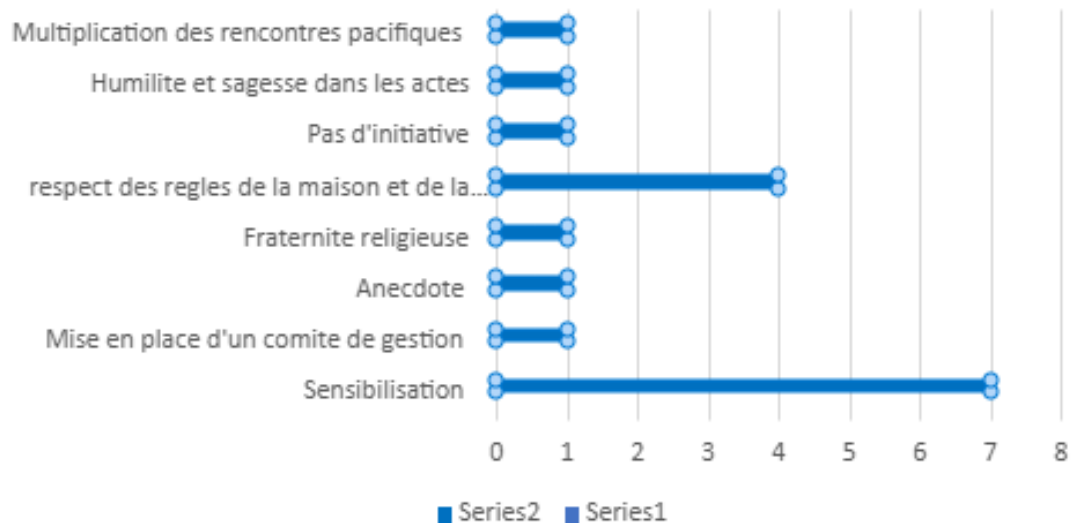


Les données qualitatives issues des discussions de groupes (FGD) révèlent une perception majoritairement positive des relations entre les personnes déplacées et les communautés hôtes dans les différentes régions étudiées. Sur 11 groupes, huit ont indiqué l'existence d'une bonne cohésion sociale, ce qui suggère une acceptation mutuelle et des interactions pacifiques généralisées. Cette constatation est sociologiquement significative, car elle reflète la résilience des structures sociales communautaires et leur capacité à absorber et à s'adapter à des chocs démographiques tels que le déplacement forcé. Dans les sociétés où le capital social est fort — caractérisé par des valeurs partagées, des normes informelles et la réciprocité — les nouveaux arrivants sont plus facilement intégrés sans générer de conflits majeurs.

Cependant, cette cohésion n'est pas vécue de manière uniforme. Au moins trois groupes de discussion ont exprimé des préoccupations concernant le manque d'inclusion, la discrimination sociale et l'absence de cohésion sociale. Ces sentiments négatifs ont été particulièrement présents dans certain groupe révélant l'existence de fractures sociales localisées. D'un point de vue anthropologique, ces tensions peuvent être liées à une compétition pour les ressources, à des

logiques identitaires ou à des griefs historiques ravivés par la pression liée à l'accueil des déplacés. Le mépris, mentionné par un groupe, illustre également des dynamiques de statut social et de frontières symboliques entre les autochtones et les étrangers.

Figure 24 : Actions communautaire sur la cohésion sociale



Fait intéressant, deux groupes ont souligné un renforcement des liens historiques et de parenté, ce qui indique que dans certains contextes, le déplacement n'a pas fragilisé les communautés, mais a plutôt ravivé les réseaux traditionnels de solidarité. Ce phénomène correspond à la vision anthropologique de la parenté comme système d'assurance sociale, particulièrement en Afrique où les familles élargies et les affiliations claniques jouent un rôle central dans la protection sociale. Ces liens facilitent l'intégration et offrent un soutien à la fois moral et matériel aux personnes déplacées, atténuant la distinction entre les populations hôtes et réfugiées. En analysant les mécanismes ayant favorisé ou freiné la coexistence pacifique, sept groupes ont cité les efforts de sensibilisation communautaire comme levier principal. Ces actions représentent une approche ascendante (bottom-up) de l'intégration sociale, où l'information, le dialogue et la sensibilisation jouent un rôle clé dans la construction de l'empathie et de la compréhension mutuelle. Sociologiquement, ces initiatives font écho à la théorie du contact, qui stipule que, sous certaines conditions, les interactions intergroupes réduisent les préjugés et favorisent la cohésion.

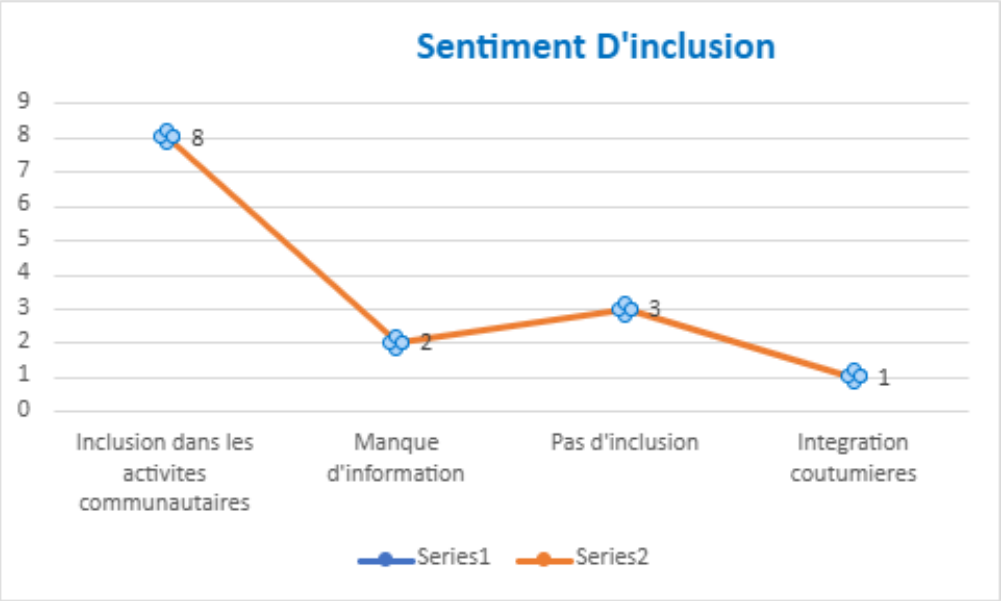
En complément, quatre groupes ont insisté sur l'importance du respect des règles de la communauté hôte, une norme qui favorise la reconnaissance mutuelle et stabilise les attentes sociales. Cela suggère un processus d'assimilation normative, dans lequel les personnes déplacées s'adaptent aux codes culturels dominants en échange d'une acceptation sociale. D'autres réponses mentionnent des actions comme la multiplication des rencontres pacifiques, la démonstration d'humilité et de sagesse, ainsi que la fraternité religieuse. Ces éléments révèlent la dimension symbolique et rituelle de la paix communautaire. Ces gestes peuvent être vus comme des actes performatifs qui rétablissent l'équilibre cosmologique et l'ordre moral, en particulier dans des sociétés pluralistes partageant des valeurs spirituelles communes. À l'inverse, un seul groupe a mentionné la mise en place d'un comité de gestion, tandis qu'un autre a noté l'absence totale d'initiatives pour promouvoir la paix. Cela met en lumière une carence possible dans les mécanismes institutionnels de médiation,

soulignant la fragilité des efforts de coexistence dans les contextes dépourvus de soutien structuré. D'un point de vue sociopolitique, l'absence de gouvernance proactive peut favoriser l'enracinement de l'exclusion et des conflits, notamment à mesure que la compétition pour les terres, l'emploi ou les services publics s'intensifie.

Cette analyse met en lumière la complexité et la multi-dimensionnalité de la coexistence pacifique dans les contextes de déplacement. Si de nombreuses communautés font preuve d'un haut degré de tolérance et d'adaptation mutuelle, des inégalités sous-jacentes, des incompréhensions culturelles et un manque de soutien institutionnel peuvent nourrir des tensions. Le maintien de la coexistence pacifique exige des interventions à la fois ancrées dans les valeurs locales et appuyées par des structures formelles — en s'appuyant sur les traditions et systèmes de solidarité tout en renforçant les mécanismes de gouvernance inclusive et de gestion des conflits.

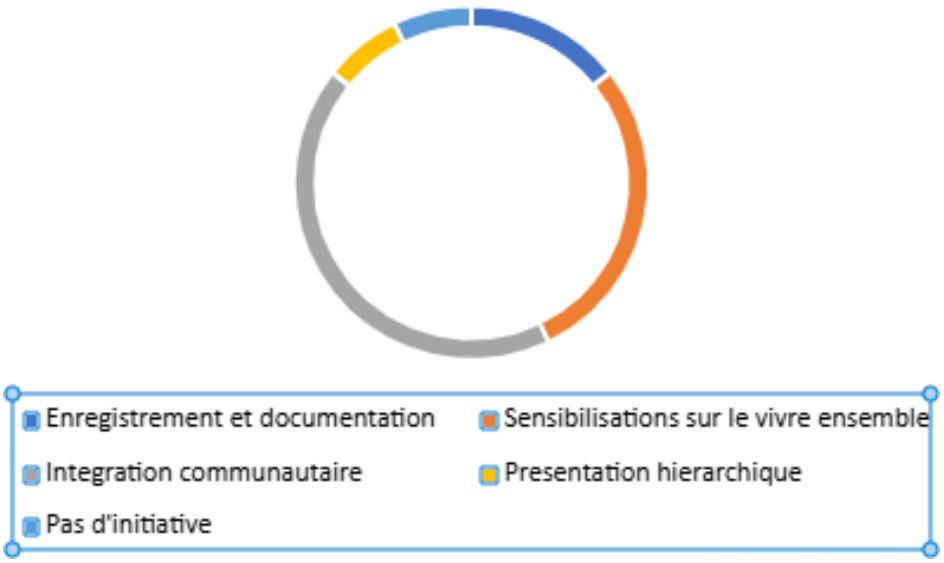
2.12. Inclusion

Figure 25 : Le Sentiment d'Inclusion



Les résultats des discussions de groupes révèlent que la majorité des participants (8 sur 11) perçoivent une inclusion dans les activités communautaires, signe encourageant d'un environnement d'accueil relativement ouvert et participatif. Cette perception positive traduit un effort des communautés hôtes à intégrer les personnes déplacées, notamment à travers la participation à des activités quotidiennes, religieuses, sociales ou économiques. D'un point de vue sociologique, cette dynamique d'intégration fonctionnelle peut être vue comme une forme d'inclusion horizontale, où les liens sociaux sont renforcés non pas par des structures institutionnelles mais par des interactions informelles et un engagement communautaire. Toutefois, des signaux d'exclusion persistent : trois groupes ont déclaré ne pas se sentir inclus, et deux ont mentionné un manque d'information. Cela révèle des fractures dans la communication et dans l'accès aux ressources communautaires, pouvant engendrer un sentiment d'isolement social ou de marginalisation. Ces résultats évoquent la théorie de la dissonance sociale, selon laquelle les individus exclus du système d'information ou de prise de décision tendent à développer des sentiments de rejet ou de non-appartenance, pouvant à terme affecter la cohésion sociale globale.

Figure 26 : Activités d'Inclusion



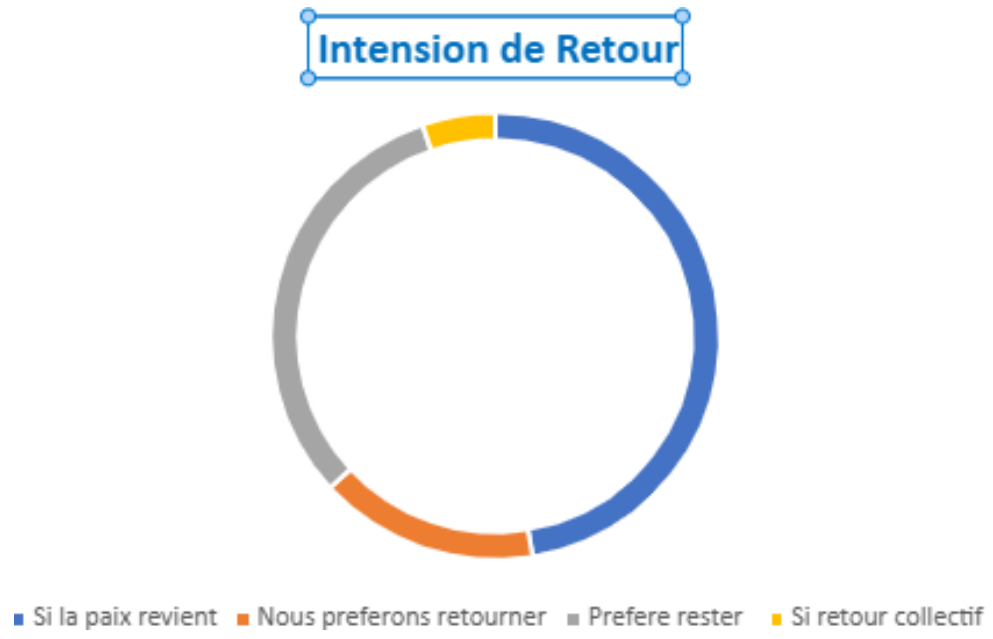
Fait rare mais notable, un groupe a mentionné une intégration coutumière — une démarche anthropologiquement significative. Cette intégration symbolique par les rites, les alliances ou la reconnaissance par les autorités traditionnelles suggère une acceptation identitaire profonde, souvent plus significative que l'intégration administrative. Dans plusieurs cultures africaines, l'inclusion coutumière équivaut à une reconnaissance de statut et de droits, souvent plus durable que les dispositifs formels. Elle implique la transmission de codes culturels, l'initiation aux règles de vie communautaire, et parfois même l'accès à des mécanismes locaux de protection sociale. Sur le plan du rôle des organisations et des initiatives locales, les données montrent que six groupes ont observé une forme d'intégration communautaire facilitée par des acteurs extérieurs. Ces initiatives comprennent souvent l'accueil formel dans les structures sociales, la mise en relation avec des leaders communautaires, ou l'accompagnement dans les processus d'adaptation. Quatre groupes ont évoqué des sensibilisations sur le vivre-ensemble, outils importants de construction du lien social. Ces actions pédagogiques permettent de déconstruire les stéréotypes, de réduire les tensions et de promouvoir des valeurs communes.

L'enregistrement et la documentation ont été mentionnés deux fois, soulignant l'importance des démarches administratives pour asseoir une inclusion juridique et institutionnelle. Toutefois, un seul groupe a cité une présentation hiérarchique — signe d'un ancrage dans des systèmes de gouvernance traditionnelle ou religieuse — et un groupe a signalé l'absence totale d'initiatives dans leur zone. Cette absence peut être interprétée comme un vide structurel dans certains contextes, qui laisse l'inclusion à la seule charge des dynamiques spontanées de voisinage, avec des résultats très inégaux.

L'inclusion des personnes déplacées est multidimensionnelle : elle est à la fois relationnelle, culturelle, administrative et symbolique. Si les résultats montrent des efforts réels d'ouverture et d'intégration, ils révèlent aussi des zones de vulnérabilité sociale. L'absence d'information et les perceptions d'exclusion doivent être traitées de manière ciblée à travers des programmes d'intégration mieux informés, culturellement sensibles et soutenus par les structures traditionnelles. En particulier, il est essentiel de reconnaître le rôle central des formes d'intégration coutumières, qui constituent un levier anthropologique puissant pour bâtir des communautés résilientes et cohésives dans les contextes de déplacement prolongé.

2.13. Intention de Retour

Figure 26: Intension de Retour



Les données montrent que la majorité des personnes déplacées (9 sur 11 groupes) ont exprimé une intention claire de retourner dans leur pays d'origine si la paix revient. Cette préférence majoritaire souligne que, malgré les difficultés rencontrées dans les zones d'accueil, le lien à la terre natale reste fort, ancré dans une vision culturelle et identitaire où le territoire d'origine est associé à la mémoire, aux racines et à l'appartenance communautaire profonde. En anthropologie, cela reflète la notion d'attachement territorial, une force psychologique et sociale puissante qui influence les décisions de migration, même face aux incertitudes. Toutefois, on observe aussi une diversité d'attitudes face au retour. Trois groupes affirment clairement qu'ils préféreraient retourner collectivement, ce qui témoigne d'une conscience de la nécessité de solidarité et de sécurité dans le processus de retour. Le retour collectif est souvent perçu comme un facteur de protection sociale et politique, renforçant

la capacité des groupes à reconstruire ensemble leurs communautés.

Par ailleurs, six groupes déclarent préférer rester dans leur lieu d'accueil. Cette préférence peut traduire plusieurs réalités : une crainte persistante de l'insécurité ou de l'instabilité dans la région d'origine, une adaptation réussie à la nouvelle communauté, ou encore des opportunités économiques plus favorables sur place. Sociologiquement, cela illustre la complexité des dynamiques migratoires où le retour n'est pas toujours perçu comme la meilleure option, mais plutôt une option parmi d'autres en fonction des conditions concrètes.

L'analyse souligne aussi des disparités géographiques ou liées aux profils : certains groupes, comme ceux identifiés à CiReHAeTi02 et CiReHPhCi01, montrent un fort désir de retour, tandis que d'autres, notamment OtReHAeMg01, affichent une préférence plus marquée pour rester. Cela pourrait refléter des différences dans les conditions de vie locale, l'intégration sociale, ou encore les perspectives de sécurité.

3. RECOMMANDATIONS

Table 2 : Recommandations

Recommandations en matière de politiques publiques	Reconnaissance juridique et inclusion statutaire	• Accélérer les procédures d'enregistrement et de documentation légale des réfugiés. • Renforcer la reconnaissance des documents d'identité dans les services publics (banques, santé, éducation). • Intégrer les réfugiés dans les politiques nationales de développement local, notamment dans les zones frontalières.
	Accès au foncier et sécurisation des droits d'usage	• Mettre en place des mécanismes de négociation foncière entre autorités locales, chefs traditionnels et réfugiés. • Garantir un accès équitable à la terre pour les activités agricoles, en tenant compte des dynamiques interethniques.
	Protection et prévention des violences	• Renforcer les dispositifs de protection contre les violences basées sur le genre (VBG) à travers des comités mixtes. • Créer des passerelles entre les structures traditionnelles de médiation et les services sociaux formels.

Recommandations pour la programmation humanitaire	Approches sensibles au genre et à la famille	• Développer des programmes de soutien aux femmes cheffes de ménage (formation, microcrédit, leadership). • Mettre en place des services de garde communautaire pour alléger la charge des femmes et prévenir le travail des enfants.
	Renforcement du capital social et de la cohésion communautaire	• Appuyer les initiatives locales de dialogue intercommunautaire et de médiation culturelle. • Créer des programmes a base communautaires partagés pour favoriser les interactions positives.
	Soutien à la résilience économique	• Promouvoir des activités génératrices de revenus adaptées au contexte local (agriculture, artisanat, commerce). • Intégrer les réfugiés dans les programmes de formation professionnelle et d'accès au crédit rural et l'éducation financière
	Préservation culturelle et reterritorialisation	• Soutenir les initiatives d'échange culturel (contes, rituels, artisanat, musique, dance) comme leviers de résilience identitaire et d'échanges communautaires. • Encourager la spatialisation symbolique[1] dans l'intégration locale pour renforcer l'installation tout en tenant compte de la cohésion sociale.
Recommandations pour la recherche et le plaidoyer	Suivi longitudinal des dynamiques identitaires	• Mettre en place des études de suivi sur l'évolution des structures familiales, des rôles genrés et des pratiques culturelles. • Documenter les formes hybrides d'identité et de spiritualité émergentes dans les contextes du déplacement prolongé.
	Analyse des mécanismes d'inclusion coutumière	• Étudier les processus d'intégration par les rites et les alliances traditionnelles comme alternative aux modèles administratifs. • Identifier les leviers coutumiers de légitimation sociale pour renforcer les politiques d'inclusion.
	Évaluation des modèles de coexistence pacifique	• Analyser les facteurs de réussite des initiatives communautaires de paix (sensibilisation, médiation, rituels partagés). • Produire des outils de capitalisation pour diffuser les bonnes pratiques dans d'autres zones d'accueil.

[1] La spatialisation symbolique en anthropologie désigne le processus par lequel les sociétés humaines attribuent des valeurs symboliques, culturelles ou sociales à des espaces physiques. Cela signifie que l'espace n'est jamais neutre : il est chargé de significations qui reflètent les croyances, les hiérarchies, les identités ou les pratiques d'un groupe. C'est une forme d'adaptation culturelle.

BUREAU MULTY-PAYS DE LA COTE D'IVOIRE

NOUS CONTACTER

Olivier Guillaume BEER
Représentant
Email: **BEER@unhcr.org**

Louis Falcy
Administrateur Principal - Développement
Courriel :**FALCY@unhcr.org**

Fanette Blanc
Cheffe de Bureau National
UNHCR Togo
Courriel : **BLANCF@unhcr.org**

CONTRIBUTEURS A LA RECHERCHE

Gabriel M Ashu Arrey
Associate Programme Officer
UNHCR Togo
Email : **MOKATEAS@unhcr.org**

Xavier Beogo
Economist
Bureau Régional WCA
Economist, Statisticien
BEOGO@unhcr.org